

LES CAHIERS 09

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | SEPTEMBRE 2023



ZÉRO CONCESSION AU RACISME

ÉDITO **DANS UN CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL ÉRUPTIF, UNE RENTRÉE DES LUTTES SANS CONCESSION !**



Après des mois de lutte contre la réforme des retraites, après 100 jours de zbeuls, après les révoltes dans les quartiers populaires, après des mouvements de grève significatifs pour de meilleurs salaires dans de nombreuses entreprises, l'année 2023 n'a pas dit son dernier mot : jusqu'au bout, jusqu'à la victoire, nous resterons de tous les combats !

La longévité, la détermination, le caractère massif et la popularité du mouvement contre la réforme des retraites en a surpris plus d'un·e. Si ce dernier n'a pas permis de faire fléchir le gouvernement et de construire suffisamment la riposte par en bas, il a nourri notre classe de nouvelles expériences déterminantes pour les suites et a considérablement affaibli le gouvernement dans un contexte politique de plus en plus polarisé. Dans le cadre de cette contestation et celle des mégabassines à Sainte-Soline, les arrestations arbitraires, la violence de l'encadrement des manifestations et des interpellations, ont vivement été condamnées par une grande majorité de la population.

Pourtant, après le meurtre de Nahel, lors des révoltes dans les quartiers populaires, la solidarité et le soutien actif, sans aucune réserve, qui aurait pu s'organiser, créant confiance et liens entre le mouvement social « traditionnel » et les émeutier·es, n'a pas été à la hauteur. En effet, nous nous heurtons à deux écueils :

Le premier, le plus problématique, même empreint de bonnes intentions, s'inscrit dans une logique condescendante et paternaliste héritée du colonialisme : interdire aux premier·es concerné·es de choisir leurs armes, en exprimant l'idée que les jeunes des banlieues, malgré la légitimité de leur révolte face aux violences et au racisme systémique,

Leur révolte était éminemment politique, d'une détermination exemplaire et a permis la construction d'un rapport de forces considérable

utilisent une « stratégie inadéquate » et « contre productive ». Si leur stratégie différait de celle du mouvement contre les retraites, visant tout ce qui symbolise l'État alors que l'autre respectait avec discipline le calendrier institutionnel, leur révolte était éminemment politique, d'une détermination exemplaire et a permis la construction d'un rapport de forces considérable.

D'un autre côté, le second écueil renforce l'idée culpabilisatrice qu'en tant que non racisé·es, nous ne pouvons nous exprimer à la place des révolté·es. Il est donc susceptible de favoriser l'inaction. Si les inégalités au sein de notre classe dans nos rapports à l'oppression nous enjoignent à respecter l'auto-organisation des premier·es concerné·es, cela ne doit pas entraver les processus permettant d'unir notre classe. Ces révoltes s'inscrivaient dans des logiques similaires à celles que nous venions de vivre ; une volonté transformatrice de la société, un renforcement du processus de polarisation et une continuité dans la réponse de l'État, à savoir

la répression contre notre classe. Aussi, s'il est indéniable que cette dernière revêtait un caractère raciste, plus massif, plus violent et quasi militaire, nous étions légitimes pour soutenir activement les émeutes, même en utilisant des stratégies qui nous sont propres. C'est en organisant des manifestations massives de solidarité que nous aurions pu instaurer des rapports de confiance et des ponts entre nos deux mouvements.

Pas de vacances pour le racisme et l'extrême droite : un danger fasciste de plus en plus prégnant

Le 6 août, la première version du nouveau JDD paraît. À sa tête, Lejeune a réuni ses ami·es les plus réactionnaires. Si près de 90 % des salarié·es ont quitté le navire, si, pour l'instant, le journal peine à trouver des annonceurs, cet événement est loin d'être anodin. La massification des médias d'extrême droite engagée par Bolloré est en marche, vite, très vite, et accompagne la banalisation des idées les plus crasses. Pendant ce temps, les groupes d'extrême droite continuent de s'organiser, d'œuvrer, de recruter : intensifications des attaques et des ratonnades, recrudescences de tracts nazis, organisations de plus d'une quinzaine de camps d'été, etc.

Pendant ce temps, la liste des personnes migrant·es qui décèdent en mer ou dans le désert tunisien s'allonge : 1848 personnes ont perdu la vie en traversant la Méditerranée selon l'OIM depuis le début de l'année 2023. Pourtant, en toute connaissance de cause, l'Union européenne poursuit sa politique d'externalisation des frontières et vient de signer un nouvel accord criminel, négocié par Meloni et Von der Leyen avec la Tunisie.

Une rentrée des luttes axées contre le racisme, l'islamophobie et la loi Darmanin

C'est dans ce contexte que de nombreux·ses syndicats et organisations ont signé un texte appelant à une marche unitaire le 23 septembre « *pour la fin du racisme systémique, des violences policières, pour la justice sociale et les libertés publiques* ». La proposition, tardive, est positive. Elle tente de mobiliser le mouvement social « traditionnel » contre le racisme et les violences policières.

Cependant, au-delà de la condamnation d'une justice expéditive, peu de soutien est exprimé envers ceux qui, arrêté·es aux moments des émeutes, sont jugé·es et enfermé·es. Et contrairement aux camarades en garde à vue pendant les grèves, personne ne crie leurs noms devant les commissariats. La violence de la garde à vue, la violence du dépôt, la violence du système, l'objectisation, la déshumanisation sont insupportables. Pourtant, aucune condamnation dans ce texte de la justice de classe raciste ! Aucune revendication concernant la relaxe sans condition de tou·tes les émeutier·es !

D'autre part, les revendications concernant la police entretiennent l'idée qu'elle est réformable, qu'il faudrait changer son armement, et non la désarmer, que le problème n'est pas sa nature et qu'il suffit de mieux la contrôler pour freiner violences et aspirations factieuses.

De plus, en tentant d'évoquer tous les sujets (crises écologique, politique et sociale, féminisme,

Il n'y a qu'un seul bon côté de la barricade, il n'y a qu'une seule classe face à un seul système et ceux qui le servent

racisme, etc.), telle une liste à cocher, sans aucune articulation, l'appel à la convergence ressemble à un vœu pieu. Si l'objectif premier semble être, puisqu'il s'agit des premiers mots du titre, la lutte contre le racisme et les violences systémiques, aucune analyse n'en est faite. Les propositions pour y mettre fin sont peu concrètes et surtout, la loi Darmanin, pourtant à l'ordre du jour de la rentrée, et l'islamophobie, illustrée notamment par l'interdiction des abayas, première préoccupation du nouveau ministre de l'Éducation, ne sont pas du tout évoquées.

En outre, l'extrême droite n'est mentionnée qu'à travers le prisme du gouvernement qui en ferait « le lit » mais pas en tant que danger propre. Pourtant, les distinguer est essentiel pour construire les stratégies qui permettront de les vaincre. Et ces dernières ne sont absolument pas antinomiques.

Enfin, aucune perspective n'est proposée au-delà de cette marche, seulement un vague appel à d'autres initiatives sur tout le territoire et à faire front sur le long terme.

Cependant, en y apportant des critiques constructives, cette initiative par en haut est une occasion d'organiser la riposte. De convaincre, sur le terrain, nos collègues, nos camarades de la nécessité de construire un front antiraciste et antifasciste. D'investir la lutte contre le projet de loi Darmanin qui cristallise les éléments énoncés plus tôt : lutte contre le ministre de l'Intérieur, qui se positionne en soutien inconditionnel des forces de l'ordre et de leurs syndicats, lutte contre le racisme, contre l'islamophobie et contre la politique mortifère du gouvernement envers les migrant·es.

Sur tous les fronts, articuler les luttes et faire classe !

Par l'expression de notre solidarité envers toutes et tous, contre toutes les discriminations instaurées par une société profondément inégalitaire qui divise celles et ceux qui en sont les victimes, par nos constructions collectives, par nos actions concrètes, nous reprenons le pouvoir, nous créons les conditions nécessaires, indispensables pour lutter contre l'oppression, l'exploitation et pour endiguer et faire refluer la poussée de l'extrême droite, la banalisation de ses idées et le danger fasciste.

À l'heure où l'on nous parle de « bon·nes » et de « mauvais·es » manifestant·es, de « bon·nes » et de « mauvais·es » migrant·es, de « bonnes » et de « mauvaises » victimes du système policier et judiciaire, nous, militant·es, avons une responsabilité, celle de réaffirmer qu'il n'y a qu'un seul bon côté de la barricade, qu'il n'y a qu'une seule classe face à un seul système et ceux qui le servent, qu'il est indispensable d'investir les luttes qui soutiennent les plus opprimé·es d'entre nous : convaincre, partout, tout le temps, sans concession, jusqu'à la victoire !

CHARLOTTE PAVEZ, ROMAINVILLE

POUR UNE ÉCOLOGIE MATÉRIALISTE : LES EFFONDREMENTS ET LA CLASSE

Face à l'urgence climatique, cet article s'inscrit dans une série **Pour une écologie matérialiste : les effondrements et la classe** afin d'y développer une analyse de la crise environnementale dans laquelle s'embourbe le capitalisme et des enjeux militants qui en découlent. Ce premier article est un état des lieux de la catastrophe climatique et environnementale à l'aune des recherches scientifiques actuelles sur le sujet.



Excavatrice dans une mine de lignite à Garzweiler (Allemagne). Les habitant-es des maisons situées à l'arrière-plans ont été relogé-es ailleurs.

PARTIE 1 **ATTEINDRE NOS LIMITES ÉCOSYSTÉMIQUES**

Dans une perspective stratégique, nos milieux militants ont tout intérêt à intégrer dans leurs réflexions un constat un tant soit peu précis et explicite des catastrophes environnementales à venir. Premier des trois volets de la série d'articles sur l'écologie matérialiste, ou comment s'organiser collectivement et politiquement autour des enjeux environnementaux actuels.

Nous aurons été prévenus. Pour Antonio Guterres, « l'ère de l'ébullition mondiale est arrivée ». Depuis sa fonction censément consensuelle, le secrétaire de l'ONU ne sait plus quels mots employer depuis plusieurs années pour le dire : le monde s'orienterait vers un réchauffement d'au moins 3 °C, très loin de la barre des 1,5 °C censée éviter un cataclysme environnemental. En fait, les pires scénarios, vers lesquels nous nous dirigeons, alertent sur notre possible disparition et l'encore plus probable effondrement des structures sociétales actuelles dans les deux décennies à venir¹. Le déni reste pourtant énorme et touche, au-delà d'élites cyniques, une large partie de la population et des milieux militants. Présente dans la tête de chacun-e, la

En fonction des scénarios c'est 50 à 75 % de la population mondiale d'ici la fin du siècle qui serait exposée entre 20 et 365 jours par an à des températures létales

menace environnementale reste pourtant traitée de manière complètement édulcorée et floue dans le débat public. Disqualifié depuis son utilisation par les collapsologues en 2015, la notion d'effondrement traduit pourtant bien la brutalité concrète des ruptures à venir. Souvent considérée comme dépolitisante, sa mobilisation par le champ scientifique permet de décrire des processus pouvant faire l'objet d'une lecture marxiste.

De l'aveu même du GIEC, certains paramètres restent difficiles à quantifier et ne rentrent pas dans les modélisations de réchauffement, à commencer par les boucles de rétroactions

L'heure de l'emballlement climatique

Depuis deux ans, les catastrophes et les dysfonctionnements s'enchaînent quotidiennement dans l'actualité. Si d'un coup d'œil les mégafeux et les tempêtes extrêmes nous suggèrent que les choses dérapent, les chiffres le confirment. À seulement +1,26 °C de réchauffement global depuis la période préindustrielle, la moitié de la population fait déjà face à des pénuries d'eau pendant une partie de l'année, et le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence a doublé depuis 2016, passant de 193 à 205 millions juste entre 2021 et 2022.

Les nouveaux records se succèdent, comme la sécheresse de 32 jours en France cette année (et ce en plein hiver) ou les hautes températures globales de juin 2023 jamais atteintes depuis 10 000 ans d'après l'ONU.

Le caractère exponentiel de ces phénomènes (c'est-à-dire le fait que leur vitesse de progression n'est pas linéaire mais se multiplie elle-même régulièrement) alors même que nous sommes encore sous la fameuse barre des 1,5 °C doit nous alerter. Il faut comprendre que si le réchauffement s'arrêtait immédiatement, les dynamiques à l'œuvre perdureraient : les perturbations climatiques comme les chaleurs extrêmes continueraient de déséquilibrer les milieux au-delà de ce qu'ils ne sont déjà. Mais le réchauffement climatique lui-même s'accélère très rapidement : la température a augmenté de 0,9 °C entre 1880 et 2018, soit en 140 ans, puis d'un demi-degré supplémentaire au cours des 5 dernières années.

D'après le GIEC, si les engagements actuels étaient tenus, le réchauffement s'élèverait à +3,2 °C de moyenne mondiale en 2100, bien au-delà des 1,5 °C visés par les accords de Paris². L'habitabilité de la Terre serait déjà fortement remise en cause, du fait des pénuries d'eau, des atteintes aux rendements agricoles et des événements climatiques extrêmes. Si rien qu'en France nous connaîtrions des étés caniculaires à plus de 50 °C, en fonction des scénarios c'est 50 à 75 % de la population mondiale d'ici la fin du siècle qui serait exposée entre 20 et 365 jours par an à des températures létales, pouvant causer la mort en quelques heures. Certaines régions densément peuplées seront déjà presque inhabitables dans la décennie, dont certaines nations armées nucléairement.

Malheureusement, de l'aveu même du GIEC, certains paramètres restent difficiles à quantifier et ne rentrent pas dans les modélisations de réchauffement, à commencer par les boucles de rétroactions. Ce terme qualifie certaines réactions naturelles au réchauffement climatique, qui viennent elles-mêmes alimenter ce réchauffement, l'autonomisant des émissions de gaz à effet de serre (GES) humaines. Parmi ces boucles on retrouve la fonte du permafrost sibérien et de l'Antarctique, l'acidification des océans ou les mégafeux, pouvant

tous relâcher des quantités astronomiques de GES dans l'atmosphère jusqu'à réchauffer la planète de plus de 10 degrés. De même, la fonte des glaces en Arctique diminue sa capacité de réfléchissement des rayons solaires, augmentant le réchauffement des océans. Enfin, le rythme d'émissions de CO₂ actuel pourrait nous conduire à la fin du siècle à une situation où des nuages, les strato-cumulus, ne pourraient plus se former, amenant à un réchauffement de 8 °C à lui-seul.

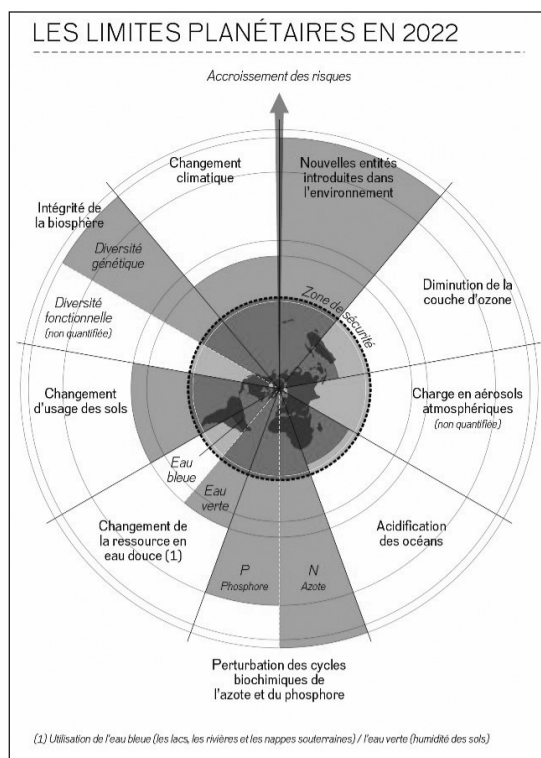
Pour les scientifiques qui étudient ces boucles de rétroaction, les scénarios progressifs du GIEC sont biaisés car ils ne représentent pas les effets de seuil de ces emballlements. Ces points de non-retour pourraient se déclencher entre +1 et 2 °C (d'où l'objectif des +1,5 °C des Accords de Paris) et leurs premiers signes sont déjà à l'œuvre. Schématiquement, on pourrait dire que nous n'avons pas un panel de scénarios possibles compris entre +1 et +6 °C, mais le choix entre un réchauffement de 1 à 2 °C, ou l'emballlement incontrôlable du climat.

Ainsi les débats sur l'Anthropocène³, ses causes et sa dénomination (Capitalocène...) ne doivent pas invisibiliser ce fait majeur : l'Holocène, cette période géologique de stabilité climatique ayant permis l'apparition des sociétés humaines, prend fin, et ce non pas en plusieurs millions d'années mais en quelques décennies. La vitesse d'émissions de GES est plus rapide que jamais, y compris par rapport à celles ayant provoqué la 3^e (et pire) extinction de masse il y a 250 millions d'années, quand 95 % des espèces disparurent sous un réchauffement de 34 °C en quelques milliers d'années. D'ici 50 ans on estime qu'au moins 3 milliards de personnes vivront hors des conditions climatiques qui ont permis à l'humanité de se développer.

Du climat à l'environnement : dégradations et pénuries

La situation climatique est donc plus grave que ce que nous indique le GIEC, qui admet à chaque rapport que la réalité est pire que ses projections. Certains événements se produisent 80 ans plus tôt que prévu et ce que nous en voyons en 2023 est sans commune mesure avec la situation des prochaines décennies. Mais surtout, l'approche climatique sur laquelle se focalise en grande partie le GIEC ne fait pas état d'autres limites environnementales qui menacent les conditions de vie planétaires, pour certaines à encore plus court terme et qui touchent au délabrement extrême de notre environnement. Depuis 2009, des scientifiques ont mis au point un modèle faisant état de neuf « limites planétaires » à ne pas dépasser pour éviter des « modifications brutales, non-linéaires, potentiellement catastrophiques et difficilement prévisibles de l'environnement ». Son actualisation régulière montre que six de ces limites ont déjà été franchies, à savoir :

- la concentration atmosphérique de CO₂,
- la sixième extinction de masse des espèces,
- l'eutrophisation⁴ à l'azote et au phosphore des eaux,
- la dégradation des sols et la déforestation,
- la pollution par des matières synthétiques (plastique, chimie...),
- la dégradation des cycles d'eau douce.



Chacune de ses menaces représente un danger en soi pour l'équilibre écologique global. Notamment, les nanoplastiques sont devenus omniprésents dans l'eau, les sols et les organismes, rendant en outre l'eau de pluie impropre à la consommation. La 6^e extinction de masse correspond à une disparition des écosystèmes dont nous dépendons, notamment d'un point de vue agricole (pollinisation, fertilisation...). Concernant la déforestation, une étude de 2020 estime qu'au rythme actuel de déboisement de nos fameux « puits de carbone » (d'après Greenpeace, l'Amazonie aura perdu 55 % de sa surface en 2050, pour 17 % aujourd'hui), les forêts ne pourront plus assurer les cycles hydriques qui leurs sont vitaux, ni par conséquent les services écosystémiques qu'elles rendent actuellement, « laissant à l'humanité 10 % de chance de survie d'ici 20 à 40 ans ».

Ces données catastrophiques sont les témoins d'une exploitation extrêmement avancée de la planète par le capitalisme⁵, qui par cannibalisme entretient la destruction des conditions de notre survie. Si nous avons tous ces relativement en tête que les ressources ne sont pas infinies, l'imminence de certaines pénuries nous apparaît moins clairement.

Le capitalisme à bout de souffle ?

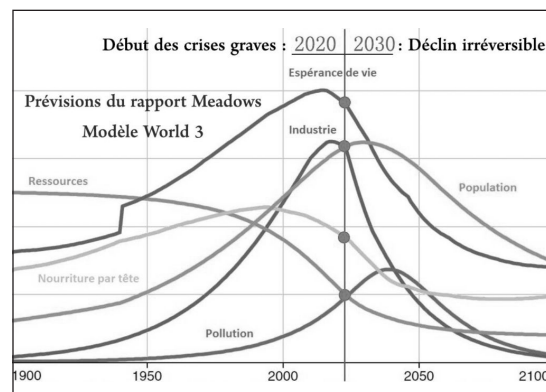
C'est pourtant des éléments essentiels au capitalisme qui vont atteindre des points de rupture dans un futur relativement proche. C'est le cas de certains métaux, comme l'argent, l'indium ou le lithium, qui remettent en question la faisabilité de la transition énergétique appelée de leurs vœux par les dirigeant-es progressistes. Cette transition nécessiterait d'extraire en 35 ans autant de métaux que depuis l'Antiquité, la rendant inenvisageable. Plus fondamental, le cuivre, indispensable à l'économie mondiale et aux infrastructures les plus basiques (électricité, transports...) risque la pénurie dans la prochaine décennie. De même,

Plus généralement, les conditions environnementales vont mettre à rude épreuve l'ensemble des infrastructures de production et d'approvisionnement

la production agricole mondiale pourrait être gravement menacée par un pic de production de phosphate, indispensable à la fabrication d'engrais, à partir de 2050. Plus généralement, les conditions environnementales vont mettre à rude épreuve l'ensemble des infrastructures de production et d'approvisionnement, à l'instar des centrales nucléaires qui pâtiront de la température et du débit des fleuves censés les refroidir.

Dès 1969 le rapport Meadows⁶ intitulé « Les limites de la croissance », basé sur le premier modèle statistique à faire interagir des enjeux économiques, environnementaux et démographiques, prévoyait un effondrement de l'économie et de la démographie mondiale de moitié en quelques décennies à partir de 2030 si une bifurcation vers une « économie stabilisée », c'est-à-dire sans croissance significative, ne voyait le jour avant l'an 2000. Les actualisations du modèle confirment ces projections et annoncent que l'effondrement annoncé est déjà en train de s'enclencher, du fait notamment de la baisse du taux de retour énergétique⁷, ou plus vulgairement la rentabilité énergétique de notre société.

La mobilisation du terme d'effondrement renvoie ici à un processus décrit dans le cadre de modèles scientifiques. S'il renvoie à des processus bien particuliers, son utilisation dans la sphère publique s'est chargée d'un très fort aspect émotionnel et politique, allant jusqu'à le galvauder et à plutôt le disqualifier des débats, notamment suite à la publication du livre *Comment tout peut s'effondrer* de Servigne et Stevens en 2015. Proposant un constat assez rigoureux techniquement, les auteurs en déduisent ensuite des réponses assez dépolitisées, basées sur la croyance en l'entraide, la joie, le deuil et la résilience personnelle et communautaire. Autant de valeurs importantes, mais ici décontextualisée du système d'exploitation capitaliste et colonial, dans la droite ligne du livre *Effondrement* de Jared Diamond (2005) expliquant la chute de la civilisation Rapa Nui sur l'île de Pâques par une mauvaise gestion des ressources environnementales, quand celle-ci a en fait été anéantie par une expédition coloniale en 1862. L'effondrement chez les collapsologues apparaît totale et essentialisée,



Le capitalisme est rentré dans une crise profonde du fait d'un manque de nouvelles ressources à exploiter sur Terre

comme une catastrophe sur laquelle nous n'avons aucune prise, amenant à une « naturalisation » du capitalisme et de ses conséquences au sens de Marx comme le souligne l'article de 2020 de Timothée Haug sur le site d'A2C⁸.

Malheureusement, cet article traduit bien la tendance qu'ont eu certains milieux militants à jeter le bébé avec l'eau du bain. Sous prétexte de désaccord politique, l'ambition de poser un constat précis sur la situation environnementale a été mise de côté, empêchant d'intégrer à nos réflexions stratégiques des changements sociétaux majeurs auxquels nous ne nous préparons pas du tout. D'autant plus que les méthodologies scientifiques dites systémiques qui décrivent les processus d'effondrement, sont basées sur l'interdisciplinarité et s'appuient de plus en plus sur les sciences sociales, amenant une description critique des structures sociétales actuelles⁹.

L'écologie matérialiste : les liens entre systémique et marxisme

Pour résoudre les problèmes qui se posent à elle, une société peut adopter des techniques rendant son fonctionnement plus complexe, renforçant à la fois sa dépendance à une certaine stabilité environnementale, et sa stratification sociale, à fort potentiel inégalitaire. Cette complexification des processus diminue la rentabilité des systèmes, obligeant ces sociétés à se complexifier davantage à travers de nouvelles techniques d'exploitation de la force de travail et des ressources naturelles. On retrouvera ici le concept du taux de retour énergétique, qui lui-même est analogue à la baisse tendancielle du taux de profit théorisée par Marx¹⁰.

En 2014, le modèle HANDY montre ainsi que l'augmentation des inégalités et de l'exploitation de la nature sont deux facteurs qui amènent inévitablement à l'effondrement d'une société. Pour dépasser ses contradictions, un système complexe peut élargir son champ d'exploitation, à travers des phénomènes de colonisation, ce qui retardera son effondrement mais augmentera son ampleur. En l'occurrence, comme nous le détaillerons dans notre prochain article, le capitalisme est rentré dans une crise profonde du fait d'un manque de nouvelles ressources à exploiter sur Terre, cherchant dès lors son salut illusoire dans l'espace, une exploitation humaine croissante, et des guerres d'accès aux ressources¹¹.

Ces modèles insistent cependant sur la possibilité pour les systèmes de suivre une autre voie, celle du respect des « capacités » des milieux naturels, basé sur une moindre exploitation et une meilleure régulation des systèmes de domination au sein des sociétés, ce que traduit la pluralité des scénarios proposés par les travaux de modélisation, laissant une large place aux possibles changements sociétaux et donc aux rapports de forces. Et quand bien-même nous avons vu qu'il est certainement trop tard pour ne pas atteindre

certaines effets de seuils, des travaux récents ont insisté sur le caractère non-total des effondrements. Concernant les sociétés, ces derniers caractérisent la chute brutale d'une structure politique, économique, sociale et technique, à laquelle survit une partie plus ou moins grande des populations, qui se retrouve à s'organiser dans des contextes de pouvoir plus distendus et plus locaux¹².

Il s'agira alors d'analyser avec discernement l'effondrement des structures dont dépendent nos besoins primaires, et l'effondrement des structures de pouvoir ouvrant des possibilités révolutionnaires ou réactionnaires. D'autant que cette persistance des populations ne se fait pas sans continuités culturelles et sociales, certains auteurs insistant sur l'importance des valeurs et des savoirs à l'œuvre dans les sociétés pour déterminer la manière dont elles s'organisent après une crise si profonde. C'est ce que nous verrons dans notre deuxième volet. À l'opposé d'un fatalisme dépolitisant, la construction du rapport de forces reste donc primordiale pour en finir dès maintenant avec le capitalisme destructeur, et instiller la nécessité d'une solidarité de classe permettant dans un contexte de catastrophe généralisée d'opposer à la guerre civile et à l'asservissement une autonomie organisée autour de nouveaux savoirs et de manières de vivre et de lutter sur nos territoires. Cela déterminera nos réflexions du troisième volet sur les éléments de politisation à mettre en avant dans nos luttes actuelles.

DAVID LORANT, RENNES

1 – Par souci de concision dans la revue, un constat environnemental détaillé et l'ensemble des références seront publiés en annexe sur le site d'A2C.

2 – Issus de la COP21 de 2015.

3 – Terme désignant la nouvelle période géologique dans laquelle nous entrons, caractérisée par l'impact majeur des activités humaines sur la géologie, le climat et les écosystèmes planétaires.

4 – Saturation d'un milieu en nutriments amenant un développement excessif d'organismes pouvant conduire à son asphyxie.

5 – À ce sujet, lire l'article d'Ata Berk « C'est le capitalisme qui détruit l'environnement. Détruisons le capitalisme ! » sur le site d'A2C → <https://www.autonomiedeclasser.org/ecologie/cest-le-capitalisme-qui-detruit-lenvironnement-detruisons-le-capitalisme/>

6 – Rapport commandé à des scientifiques du MIT par le Club de Rome, un think-tank émanant à l'époque de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), organisation internationale visant à « soutenir une croissance économique durable » pour ses pays membres.

7 – Le Taux de Retour Énergétique (TRE) désigne l'énergie nécessaire pour produire une nouvelle quantité d'énergie. Plus l'énergie est difficile d'accès, plus son TRE est bas.

8 – « La collapsologie, une pseudo-théorie de la crise pour une non-action politique », Timothée Haug, 2020 → <https://www.autonomiedeclasser.org/ecologie/la-collapsologie-une-pseudo-theorie/>

9 – Cette science des systèmes est une approche de synthèse quantitative (statistique, économique, écologique) et qualitative (socio-histoire, anthropologie) qui modélise l'évolution de systèmes complexes comme un écosystème ou une société.

10 – Sur l'actualité de la baisse tendancielle du taux de profit aujourd'hui, voir l'article « Inflation : vers une crise d'ampleur ? » publié en 2022 sur le site d'A2C → <https://www.autonomiedeclasser.org/economie-politique/inflation-vers-une-crise-dampleur/>

11 – À l'instar déjà du pétrole, de l'eau ou de l'uranium par exemple.

12 – Voir à ce sujet le brillant ouvrage *Against the grain (Homo domesticus)* de l'anthropologue anarchiste James C. Scott.



CHILE 1973:

SALVADOR ALLENDE ET LES IMPASSES DU RÉFORMISME

Le 11 septembre 2023 marque les 50 ans du coup d'État qui a eu lieu au Chili en 1973. Ce coup d'État a mis fin au gouvernement du socialiste Salvador Allende et a déclenché la période la plus violente et sombre de l'histoire récente de ce pays et de l'Amérique latine. Ces événements nous intéressent en tant que militant·es révolutionnaires en France parce qu'ils posent des questions très pertinentes sur les perspectives révolutionnaires et la question du réformisme, majoritaire à gauche et dans les mouvements anticapitalistes d'aujourd'hui.

La question de l'autonomie de classe fut très bien incarnée par les mouvements sociaux des ouvrier·es et des paysan·es chiliens·es de l'époque. Réfléchir aux événements chiliens d'après 1970 est donc impératif pour ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'Amérique latine et des mouvements sociaux partout dans le monde. Cet article s'inscrit dans une série d'articles proposés par Autonomie de classe, sur 1973 et le début d'un nouveau temps de crise du système capitaliste.

Les veines ouvertes d'Amérique latine

Au Chili des années 1950-1960, les intérêts des grands propriétaires de terres, des banquiers et des capitalistes étaient complètement connectés à une oligarchie locale très puissante, en lien avec l'impérialisme étatsunien. La vie économique du pays était contrôlée par un mixte d'oligarchie, de bourgeoisie et de forces impérialistes. Les bourgeois avaient des terres et les grands propriétaires de terres avaient des parts dans les industries de mines et de commerce, les deux classes étaient étroitement liées par des intérêts financiers communs.¹

« Le capitalisme chilien, dès sa naissance, était lié de manière décisive aux intérêts impérialistes étrangers. D'autre part, il était lié aux intérêts des grands propriétaires par le biais de la banque

La bourgeoisie « nationale » n'a jamais été capable d'accomplir les tâches historiques de la révolution démocratique bourgeoise et n'en sera jamais capable

et du commerce. C'est précisément pour cette raison que la bourgeoisie "nationale" n'a jamais été capable d'accomplir les tâches historiques de la révolution démocratique bourgeoise et n'en sera jamais capable. » Comme nous le présente Alan Woods dans son article « Lessons of Chile 1973 » publié en 1979.²

Pour donner une idée du pouvoir des grands propriétaires de terres, dans les parties les plus riches du pays, 90 % de toute la terre était dans les mains de 7 % des propriétaires. De manière générale, 86 % des terres cultivables étaient concentrées dans environ 10 % des entités agricoles. La principale industrie du pays était celle des mines, principalement le cuivre et le nitrite. L'exploitation de ces minéraux était contrôlée par le capital étranger en faisant de ce pays un capitalisme dépendant.³ Les conditions de vie des travailleur·euses chiliens·es étaient très précaires et leur force de travail surexploitée. Le problème de la terre était toujours central dans la société chilienne avec la question de l'émancipation du pays de l'impérialisme.



En 1968, il y a eu 5 occupations d'usines, en 1969, 24, en 1970, 133 et en 1971, 339 ! Le gouvernement de Frei a ouvert la voie pour le socialiste Allende et l'Unité Populaire dans les élections de 1970

La démocratie chrétienne et la renaissance des mouvements sociaux

Dans les années 1950, avec l'arrivée d'une masse prolétarienne et semi-prolétarienne dans les espaces urbains, de larges quartiers extrêmement précaires se formaient. Au même moment, des nouvelles organisations de travailleur-euses commençaient à se créer et à organiser des mobilisations de classe. Entre les années 1964-1970, la Démocratie chrétienne était à la tête du gouvernement avec Eduardo Frei, qui avait fait énormément de promesses, notamment par rapport à la réforme agraire et la nationalisation de ressources centrales pour l'économie chilienne, comme le cuivre. Cependant, ses réformes ont été très modestes. Les paysan-nes ont décidé de démarquer plusieurs occupations des terres en réponse à ce manque d'action du gouvernement et du côté des ouvriers, en 1967 une grève générale a été appelée par la CUT (Centrale unitaire des Travailleurs), le plus gros syndicat du Chili (près de 30 % de la classe ouvrière était syndiquée à cette époque). Cela a augmenté la confiance des travailleur-euses qui commencèrent à occuper les usines. En 1968, il y a eu 5 occupations d'usines, en 1969, 24, en 1970, 133 et en 1971, 339!¹⁴ Le gouvernement de Frei a ouvert la voie pour le socialiste Allende et l'Unité Populaire dans les élections de 1970.

L'Union populaire et la voie chilienne au socialisme

L'UP (Unité Populaire) était la coalition formée par deux partis principaux qui se définissaient comme marxistes, le Parti communiste (PC) et le Parti socialiste (PS) mais aussi par une scission du Parti Radical (non-marxiste et représentant une classe moyenne centriste), quelques secteurs dissidents de gauche de la Démocratie Chrétienne (DC), dont le principal était le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire) et les deux plus petits API (Parti de l'Action Populaire), et le PSD (Social démocrate). À la tête de cette coalition, le socialiste Salvador Allende se lançait pour la quatrième fois pour les présidentielles. En pleine période de la guerre froide, il proposait au peuple chilien une «voie chilienne au socialisme»,

c'est-à-dire de manière démocratique, institutionnelle et non armée.

Il existait en même temps une organisation révolutionnaire qui ne faisait pas partie de l'UP, mais qui l'a soutenue dans des moments clés de 1972-1973. C'était le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) qui était composé majoritairement par des étudiant-es qui avaient quitté le Parti Socialiste en 1963, influencé-es par la révolution cubaine de 1959.

Élections 1970...

Les élections de 1970 ont lieu dans une période de grande et croissante mobilisation populaire, ces mouvements sont la force motrice derrière l'UP et Allende.

Le 4 septembre 1970, le candidat socialiste emporte une courte majorité relative : 36,3 %, contre les 34,98 % de la Droite nationale et les 27,84 % de la Démocratie chrétienne. Il assume donc le gouvernement au grand désespoir des oligarchies nationales, qui ont tout fait pour le décrédibiliser pendant la période électorale, et au désarroi des États-Unis de Richard Nixon.

La stratégie formulée par l'UP serait une transition graduelle au socialisme, en utilisant les institutions, c'est-à-dire, l'État (bourgeois par nature) pour favoriser cette transition. Allende est très légaliste, en plus d'avoir une confiance aveugle dans les institutions et dans l'armée, il croit qu'ils vont toujours respecter la constitution. Il n'encourage pas les occupations, incitant les paysan-nes à attendre les procédures légales de redistribution de terres, et les ouvrier-es à attendre les procédures de nationalisation des usines. Il critique le MIR qui de son côté soutient les occupations organisées en totale autonomie de classe par les paysan-nes et ouvrier-es. En 1971, il y a 658 occupations de terre.

La promesse du rêve et le début du cauchemar

Pendant les 6 premiers mois de son gouvernement, Allende nationalise 90 entreprises et 1400 fermes. Dans les mois suivants, les salaires augmentent de 38 % pour les ouvrier-es manuels et de 120 % pour les cadres. Le chômage est réduit à moins de 10 % et

Allende est très légaliste, en plus d'avoir une confiance aveugle dans les institutions et dans l'armée, il croit qu'ils vont toujours respecter la constitution

l'économie arrive à une croissance de 8% par an. En 1971, Allende réussit à avoir la majorité au congrès pour voter la nationalisation, sans indemnisation, des mines de cuivre du pays. 9 banques sur 10 deviennent publiques, plusieurs entreprises stratégiques passent sous le contrôle de l'État, des millions d'hectares de terres improductives sont redistribuées et un nouvel impôt sur les bénéfices est créé. Ces mesures peuvent être réalisées, grâce à une énorme mobilisation populaire.

L'UP dans son projet d'alliance avec la « bourgeoisie nationale progressiste » s'inscrit d'une certaine manière dans la continuité des fronts populaires, mais avec deux grands partis majoritairement ouvriers, qui se disent marxistes et anti-impérialistes. Son programme propose des réformes audacieuses, dans un pays caractérisé par d'énormes inégalités sociales, sous développé et exportateur de matières premières principalement minières, contrôlées par le capital étatsunien. Avec ces réformes, il veut prouver que la « voie chilienne » est possible et qu'il serait possible de faire autrement que le stalinisme en Union soviétique ou la lutte armée de Fidel et du Che à Cuba. Il s'engage auprès de la bourgeoisie chilienne en signant un document qui assure le maintien du système politique existant et des garanties constitutionnelles des libertés individuelles. Il s'engage également au maintien du système judiciaire de l'époque et il reconnaît le rôle de l'armée et de la police comme garants de la démocratie (bourgeoise). Allende, conseillé par son entourage politique, accepte de ne pas toucher aux institutions de l'État bourgeois. Il croit (et il s'agit bien d'une croyance parce que cela ne repose pas sur des bases matérielles) que l'État est une entité neutre et qu'avec les socialistes au pouvoir on pourrait mettre cette entité complètement au service de la classe ouvrière. Allende veut mettre en place une transition au socialisme en utilisant le système institutionnel, mais il est important de rappeler que c'est une époque où dans le monde occidental, du fait de la stabilité économique dans ces pays après la Deuxième Guerre, les fameuses « trentes glorieuses », l'idée hégémonique était qu'il serait possible de surmonter les contradictions du système capitaliste de l'intérieur des institutions de l'État. Ces idées étaient très diffusées en Amérique latine, par contre les conditions matérielles de la classe laborieuse n'étaient pas les mêmes que celles des pays du Nord.

Réaction de la bourgeoisie et l'impérialisme étatsunien

Au Chili, la réaction de la bourgeoisie et de l'impérialisme étatsunien n'était pas du tout glorieuse. Les réformes envisagées par l'UP signifient déjà aller trop loin pour une oligarchie habituée à un niveau d'accumulation colossal. Pour les États-Unis, la perspective de transition vers un mode de production socialiste attaque directement ses intérêts monopolistes au Chili. S'ajoute à cela, le fait qu'une telle expérience pourrait donner des idées à d'autres pays en Amérique latine et menacer le contrôle sur ces territoires. Il ne faut pas que ça marche, et l'agence d'intelligence étatsunienne (CIA) est prête à mettre beaucoup d'argent pour casser le gouvernement Allende et les mouvements sociaux de travailleur·euses. La première mesure a été un blocage économique informel du Chili tout de suite après les élections. La banque mondiale et la banque interaméricaine pour le développement ont arrêté

Pour les États-Unis, la perspective de transition vers un mode de production socialiste attaque directement ses intérêts monopolistes au Chili

tous les financements, et le gouvernement étatsunien a arrêté les programmes de prêts. Le message est clair, mais ça ne s'arrête pas là. Avec l'argent de la CIA, les bourgeoisies locales ont commencé à se mobiliser, d'abord par des manifestations, comme celle organisée par la classe moyenne en décembre 1971, la marche des casseroles vides, et ensuite par des tentatives de sabotage du système de ravitaillement du pays. Les patrons en lien avec les conducteur·ices de camions organisent des grèves, ou plutôt des blocages (Lock-out), avec le but d'empêcher la circulation de produits et la distribution alimentaire. Les médias d'opposition au gouvernement, comme le journal *El Mercurio*, avec les poches pleines de l'argent de la CIA, mettent en place une ambiance de panique et d'insécurité.

Luchar, crear, el poder popular (Lutter, créer, le pouvoir populaire)

La classe laborieuse chilienne dans une démonstration magnifique de conscience de classe, de formation politique et d'organisation par en bas répond à la hauteur de ce que cherche à imposer la réaction. En réponse aux attaques de la bourgeoisie, il y a une multiplication massive des « cordones industriales », ou cordons industriels. Il s'agit de groupes organisés dans les régions industrielles avec l'objectif d'organiser les travailleur·euses des usines de chaque région. Dans les usines occupées, iels organisent la production pour continuer à faire tourner l'économie du pays et à chaque nouveau coup de la bourgeoisie, iels occupent les rues par milliers, aux côtés des paysan·nes et groupes politiques organisés. Iels démontrent leur soutien au gouvernement. Pour faire face à la pénurie de nourriture et aux problèmes de distribution causés par les blocages de camions, les cordons participent activement à la distribution des produits de première nécessité, dans un véritable réseau d'entraide et de solidarité de classe. Des milliers de personnes s'organisent dans des tâches les plus diverses, prenant en main leur capacité d'autonomie et de subsistance. Cela est magistralement démontré dans le documentaire *La bataille du Chili* du cinéaste Patricio Guzmán. Leur haut niveau d'organisation et de détermination était impressionnant. Iels sont conscient·es de ce qui se joue à ce moment clé de l'histoire de leur pays. La puissance révolutionnaire est présente dans leurs échanges, dans leur détermination à garder leurs lieux de travail et



de luttes et iels sont clairement prêt-es à défendre leurs intérêts de classe avec des armes, si nécessaire. Mais iels n'ont pas d'arme. De son côté, Allende et ses camarades sont aveuglément déterminé-es à garder la ligne « pacifique » et institutionnelle. À ce moment de fortes tensions dans la lutte de classes, où se joue l'avenir de tout un peuple, c'est une erreur cruciale pour quelqu'un qui se dit marxiste. Il faut se mettre de manière inconditionnelle du côté des travailleur-euses en lutte. Le rôle du PC dans l'UP est à souligner parce que même si son objectif est le socialisme, ce parti garde une conception rigide de la révolution par étapes qui l'a toujours guidé, c'est-à-dire, révolution bourgeoise, réforme des structures socio-économiques de l'État et étendre l'influence de l'État sur le secteur privé. Le MIR est en total désaccord avec le PC. Iels voient des éléments préfigurant une situation révolutionnaire qui doit être complètement assumée, et que dans le cas contraire, le processus pourrait conduire à une contre-révolution.⁵ On peut également souligner que malgré l'organisation de la classe laborieuse sur plusieurs aspects, il manque au mouvement de masses une direction unitaire qui pourrait conduire vers la destruction de l'État bourgeois et l'établissement d'un État populaire et révolutionnaire.

Du déni à la catastrophe

Le 11 septembre 1973, l'armée chilienne attaque La Moneda, le palais présidentiel, sur la commande du général Augusto Pinochet qui a récemment assumé un poste de ministre dans le gouvernement de l'UP. Avec le soutien de l'armée étatsunienne, des bombes tombent de partout et la tragédie a lieu. Allende décide de garder le palais et de ne pas renoncer au gouvernement. L'issue on la connaît, il finit mort. Suite à ça, Pinochet déclenche une vague mortifère de persécutions politiques, tortures, mutilations et exécutions sommaires. Plus de 30 000 chiliennes disparaissent dans les années qui suivent la dictature

civilo-militaire la plus sanguinaire de l'histoire récente de l'Amérique latine.

50 ans après, d'innombrables analyses de toutes sortes ont été faites par rapport à ces événements. À A2C, en tant que militant-es révolutionnaires, on essaie de réfléchir à ces événements historiques avec la boussole de l'autonomie de classe, dans une perspective en rupture avec le réformisme. On comprend que seule notre classe organisée pourra être le sujet actif de notre propre émancipation. On comprend que la révolution est une stratégie politique qui est construite à partir d'aujourd'hui, à travers l'implication dans les luttes concrètes de la classe laborieuse, en ayant comme boussole une politique révolutionnaire. Cela n'empêche pas de lutter pour les besoins les plus immédiats de notre classe. Réforme agraire, réforme des monopôles médiatiques, réforme du système juridique, implémentation des politiques publiques qui touchent immédiatement la vie des personnes, on n'est pas contre ce type de réformes. Ce qu'on doit critiquer et combattre avec la plus grande détermination est l'illusion, ou mieux, la conception idéaliste pensant qu'il serait possible de résoudre les contradictions fondamentales et intrinsèques du système capitaliste par des réformes. On ne doit pas accepter, en aucune circonstance, la restriction de nos méthodes de luttes à des réformes.

DANI. LIMA, TOULOUSE

1 – <https://www.marxist.com/lessons-of-chile-1973.htm>

2 – <https://www.marxist.com/lessons-of-chile-1973.htm>

3 – Cet article a été rédigé en utilisant comme base la Théorie marxiste de la dépendance. Cette théorie a été développée par des militant-es révolutionnaires latino-américain-es dans les années 1970-1990 pour comprendre la position particulière des pays d'Amérique latine par rapport à la division internationale du travail. Cette théorie est un développement de la théorie de l'impérialisme à partir de la périphérie du système.

4 – <https://isreview.org/issues/06/chile/>

5 – <https://www.marxists.org/portugues/marini/1973/mes/dialectica.htm>

Septembre rouge, Olivier Besancenot et Michael Löwy, Textuel, 2023

Dans un format hybride entre livre d'histoire et roman, cette fiction documentaire revient sur le coup d'État de Pinochet du 11 septembre 1973. Je ne reviendrai pas ici sur l'analyse de cet événement. Dani de Toulouse y revient plus longuement dans son article. Durant toute la lecture, et aujourd'hui encore, je m'interroge sur une petite phrase de la préface.

En effet les auteurs affirment « Nous n'avons aucune prétention et aucune envie de tirer "les leçons de l'histoire" à la place des révolutionnaires chiliens eux-mêmes ». Cette phrase peut paraître anodine mais me pose plusieurs questions : pourquoi écrire un livre sur cet événement historique si ce n'est pour en tirer des leçons pour ici et maintenant ? Pourquoi en tant que militant-es révolutionnaire ne pourrions nous pas apprendre de

cette expérience riche ? Pourquoi traiterions-nous cette histoire de manière différente que celle de la Révolution russe, allemande ou de la Commune de Paris sur lesquelles nous revenons abondamment, tant pour apprendre des expériences passées que pour ne pas répéter les mêmes erreurs à l'infini ? Apprendre de nos prédécesseurs pour changer le monde, me semble indispensable.

Avec Allende, réformiste radical sincère, nous devons apprendre et comprendre les impasses dans lesquelles nous mènent ces politiques, d'autant plus lorsque l'on voit partout dans le monde apparaître des



alternatives radicales mais réformistes, cela doit être un devoir des révolutionnaires de comprendre pour mieux voir les limites de ces courants. Comprendre aussi comment travailler en commun, discuter stratégie avec ces militant-es qui veulent changer le monde.

Lire *Septembre rouge* nous en apprend beaucoup sur cette journée du 11 septembre et sur comment on en est arrivé là du point de vue de la bourgeoisie chilienne et américaine, mais on est frustré de ne voir s'esquisser aucun bilan de la politique d'Allende qui emmena toute la classe ouvrière chilienne dans sa chute.

SANA. PARIS 18^e



À QUOI RESSEMBLERAIT UN « POUVOIR OUVRIER » ?

En plein milieu des grèves sur les retraites de 2019-2020, il s'est passé un des moments les plus jubilatoires des luttes de ces dernières années, lorsque Sibyle Veil, la présidente de Radio France a essayé de présenter ses vœux de bonne année au personnel. À peine son discours commencé, les membres de la chorale de Radio France, présent-es dans l'auditorium et en grève aussi contre la tentative de la supprimer, se sont toustes levé-es pour entonner un morceau d'un opéra de Verdi... « Le chœur des esclaves ». Pendant quinze longues minutes, les grévistes ont continué à se moquer de Veil, montant sur la scène avec des pancartes et un jeu de frisbee (!) autour d'une Sibyle Veil complètement désarçonnée et impuissante et qui finit par abandonner la partie. Allez voir la vidéo pour (re)savourer la scène.¹

Si nous commençons par cet exemple c'est pour deux raisons. D'abord, comme dans tout grand mouvement de grève, où les rapports de forces s'inversent, nous avons ici un petit aperçu de notre pouvoir et de leur impuissance... et de ce qui serait possible demain à l'échelle de la société toute entière. D'autre part, lorsque nous parlons de pouvoir « ouvrier », il ne s'agit pas de la vieille classe ouvrière industrielle, aujourd'hui minoritaire. Nous parlons d'une nouvelle classe ouvrière, de salarié-es exploité-es, de l'industrie toujours mais aussi des services, qui ont tout aussi peu de contrôle sur leurs conditions de travail, leur salaire, etc.

Pris-es ensemble, iels représentent plus de 80 % de la population. La classe capitaliste représente moins d'un pour cent. Notre exemple de Radio France est typique de cette nouvelle configuration. Sibyle Veil, membre de la même promotion que Macron à l'ENA et nommée pour appliquer les coupes budgétaires et faire régner l'ordre, fait

face ici à un ensemble de salarié-es — journalistes, technicien·nes, administratif·ves, etc. qui produisent toutes les richesses, ici culturelles.

Comment aller plus loin ?

Après ces brefs moments de liberté et de pouvoir, la fin de la lutte signifie le retour à la « normale » où le patronat reprend le contrôle. Mais si on allait plus loin et si on en finissait avec Macron et son monde ? Au centre de ce débat se trouve la question du pouvoir. Car si nous commençons à étendre notre pouvoir sur l'ensemble de la société, comment empêcher les capitalistes de le reprendre ? Mais il y a aussi la question du pouvoir de décider collectivement comment nous voulons réorganiser tous les aspects de la société. Quoi produire ? Quelle durée du temps de travail ? Quel temps pour discuter ? Pour décider ? Quelle place pour les loisirs, la culture ? Et tant d'autres questions...



Quelle stratégie pour y arriver ?

Les révolutionnaires ne sont pas les seules à envisager une société débarrassée des injustices et des oppressions. LFI comme les écologistes, par exemple, en parlent dans leurs programmes. Mais s'agit-il de la même chose ? D'une part, au cœur de la stratégie réformiste se trouve l'idée qu'avec une majorité parlementaire on pourrait, par une série de réformes, instaurer graduellement une société plus juste. Pourtant, l'histoire nous a montré trop de fois que la classe capitaliste ne se laissera jamais déposséder de ses richesses ni de son pouvoir sans la résistance la plus féroce.

D'autre part, il y a la question du but. Une des premières militantes à en parler était la révolutionnaire polonaise/allemande Rosa Luxembourgeois qui, au début du siècle dernier, a argumenté que le réformisme n'était pas simplement un chemin plus calme, plus tranquille vers le même but mais vers un but différent. Soixante ans plus tard, le révolutionnaire étatsunien, Hal Draper, est revenu sur cette idée dans une brochure magistrale *Les deux âmes du socialisme*², où avec une série d'exemples historiques il analyse la différence totale entre le « *socialisme par en haut* » et le « *socialisme par en bas* ». Reprenant la formule de Karl Marx, « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », il démontre que l'auto-émancipation de la classe ouvrière doit être au centre de tout projet socialiste authentique.

Les exemples de l'histoire

Alors à quoi ressemblerait le pouvoir d'une classe ouvrière qui s'émancipe ? Pour Marx, Draper et d'autres révolutionnaires depuis, la réponse ne sort pas de la tête d'un penseur génial mais de la pratique des masses révolutionnaires elles-mêmes. Au cours des 150 dernières années, nous avons vu des dizaines de moments où la classe ouvrière a fait trembler ses exploiters avec une démonstration de son pouvoir. Un des exemples les plus éclairants est celui de la Révolution russe et cela pour deux raisons.

D'abord parce qu'en 1917 c'est là où le processus est allé le plus loin. Les travailleur-euses russes n'ont pas seulement fait peur et arraché des concessions mais ont pris le pouvoir et ont commencé à reconstruire la société dans l'intérêt de l'immense majorité. Deuxièmement, c'est la première fois — d'abord dans la révolution de 1905 — que des formes spécifiques de pouvoir ouvrier émergent, c'est-à-dire, les conseils, ou pour utiliser le terme en russe, les soviets.

Rosa Luxembourgeois, au début du siècle dernier, a argumenté que le réformisme n'était pas simplement un chemin plus calme, plus tranquille vers le même but mais vers un but différent

La Révolution russe de 1905

Au milieu d'un pays en pleine ébullition, avec des mouvements insurrectionnels à la campagne et des grèves ouvrières massives dans les villes, c'est le 13 octobre à Saint-Petersbourg qu'a lieu la première réunion du soviet avec seulement 43 délégué-es. À l'origine, le soviet a la fonction d'un comité de grève et d'une seule entreprise mais très rapidement il va plus loin, regroupant des délégué-es de plusieurs entreprises en grève. Chose nouvelle, il pose non seulement des revendications économiques mais également politiques comme la formation d'une Assemblée constituante ou le suffrage universel. Quatre semaines plus tard, ce ne sont pas 43 mais 562 délégué-es, représentant 200 000 travailleur-euses qui se réunissent. Au-delà de l'organisation et de l'extension de la grève, le soviet s'occupe maintenant de la distribution de la nourriture et de l'énergie. Il sort un journal et lorsque les antisémites commencent à organiser des pogroms contre les Juif-ves, le soviet organise des milices ouvrières pour patrouiller les rues.

Le chef de la police secrète a écrit à l'époque : « *Le Soviet se comporte comme un second gouvernement* ». C'était effectivement un pouvoir alternatif, ce qu'on a décrit par la suite comme une situation de double pouvoir. Car le pouvoir tsariste était toujours en place. Les deux ne pouvaient pas continuer à exister côte à côte éternellement. La situation devait basculer d'un côté ou de l'autre — la révolution ou la réaction et la contre-révolution. Cette fois-ci, par la répression et l'usure, le régime finit par reprendre la main et la révolution est défaite.

Et en 1917

Douze ans plus tard, en 1917, une nouvelle crise révolutionnaire éclate mais cette fois-ci avec la mémoire des expériences de 1905 encore fraîche dans la tête de millions de personnes. L'idée des soviets est spontanément reprise, pas simplement dans les usines mais aussi dans les quartiers, dans l'armée et chez les paysan-nés. Là où en 1905 les délégué-es venaient de quelques villes, cette fois-ci

c'est de l'ensemble de la Russie. Par exemple le 3 juin le premier congrès panrusse (de toute la Russie donc) représente 20 millions de personnes. Comme en 1905, une situation de double pouvoir s'installe mais de façon bien plus avancée. Le gouvernement ne peut pratiquement rien faire sans l'accord du Soviet, y compris dans l'armée. Après l'abdication du Tsar, la situation évolue à une vitesse incroyable. Des centaines de milliers, et à la fin des millions de personnes dans les soviets représentées par leurs délégué-es sont confrontées à des choix, des votes, des actions... et des batailles politiques intenses sur les différentes stratégies à mener. Dans les soviets les positions sur ces questions évoluent d'autant plus qu'il y a régulièrement des élections où les délégué-es sont renouvelé-es. De multiples récits et analyses passionnants en témoignent.³ La situation intenable de double pouvoir finit par se dénouer en octobre par une insurrection, par le renversement du pouvoir bourgeois et la mise en place d'un gouvernement des soviets.

Un pouvoir radicalement différent

Mais ce nouveau pouvoir ouvrier était totalement différent des gouvernements de gauche qui ont pu être élus au cours du 20^e siècle dans le cadre d'institutions parlementaires. D'abord, les révolutionnaires avaient anticipé la résistance des capitalistes qui ne s'est pas faite attendre. Toutes les forces réactionnaires du pays se sont regroupées pour créer des « armées blanches » pour mener une guerre civile. Et avec une vraie solidarité de classe... capitaliste, 14 armées étrangères, dont la France, ont envahi la Russie pour ramener leurs frères de classe au pouvoir et pour couper court à une contagion potentiellement très dangereuse pour eux-mêmes. Mais en face elles ont trouvé une armée rouge avec des centaines de milliers d'ouvrier-es et de paysan-nes galvanisé-es par la révolution qui au bout de trois années ont pu remporter la victoire.

Deuxièmement, en très peu de temps, parfois dès les premiers jours, le nouveau pouvoir a passé des décrets qui mettaient en pratique l'essentiel des promesses de la révolution : sur le contrôle ouvrier des entreprises, sur l'arrêt unilatéral des combats et la fin de la guerre, sur la confiscation des immenses propriétés agricoles et leur redistribution aux paysan-nes, la liberté de culte, les droits des femmes et des homosexuel-les, l'éducation, la culture. Aucune place ici pour détailler mais les mesures étaient souvent des décennies en avance sur la situation dans les pays capitalistes les plus avancés et pour certaines d'entre elles ne sont toujours pas réalisées. Enfin, troisièmement, le gouvernement était parfaitement conscient que les décrets seuls ne suffiraient pas sans l'activité consciente de millions de personnes pour les faire vivre. Peu après l'insurrection, Lénine disait : « *Le socialisme ne peut être décrété par en haut. Son esprit rejette l'approche mécanique, bureaucratique. Le socialisme vivant et créatif est le produit des masses elles-mêmes...* »

Les décrets sont des instructions qui appellent aux travaux pratiques sur une échelle de masse. »

De multiples exemples

Contrairement à ce qu'on prétend souvent, la Révolution russe n'était pas une aberration, un

« *Le socialisme ne peut être décrété par en haut. Son esprit rejette l'approche mécanique, bureaucratique. Le socialisme vivant et créatif est le produit des masses elles-mêmes...* », Lénine

événement unique. Au cours du 20^e siècle, il y a eu des dizaines de moments de pouvoir « ouvrier » de grande ampleur et des révolutions avec des situations de double pouvoir. La seule différence avec 1917 était que malheureusement elles n'ont pas débouché sur des victoires même s'il a parfois failli de peu. Lisez les témoignages sur la Révolution allemande de 1918⁴, la Révolution espagnole de 1936⁵, la Hongrie en 1956, le Portugal en 1974-1975. À chaque fois les mouvements de protestations et de grève ont retrouvé des formes similaires d'organisation en conseils. Au Chili en 1973 on les appelait des « cordons industriels », en Iran en 1979, des « shoras ». Puis encore plus récemment, en 2011, pendant les révolutions du Printemps arabe nous avons vu apparaître les assemblées sur les places occupées, comme en Egypte, avec l'immense ruche qu'était la place Tahrir. C'est là où réside notre force et notre pouvoir, notre pouvoir de faire trembler les exploiters et un jour de les renverser.

Et une pratique qui en découle...

Cette question du pouvoir ouvrier est cruciale car elle nous ramène au débat sur les buts et les moyens et au sens à donner à notre activité militante, au type d'organisations que nous construisons, associatives, syndicales, politiques. Si on pense que c'est par les élections qu'on pourra changer le monde, avec des dirigeant-es bien formé-es, alors l'essentiel de l'activité militante sera dirigée dans ce sens. Si, au contraire, on est convaincu que ce n'est que par une révolution et la prise en main de la société par l'ensemble des exploité-es et opprimé-es elles et eux-mêmes, alors tout le travail au quotidien sera consacré au développement des expériences collectives de résistance les plus larges au système dans tous les domaines. Cela ne nous intéresse pas de créer un parti en dehors du mouvement qui, le moment venu, se présentera comme « débouché politique ». Le débouché politique sera le mouvement lui-même, conscient et riche de ses expériences et débats.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'expériences qui font vivre la perspective du socialisme par en bas, des expériences et des débats qui seront différents de celles du passé. Mais les expériences du passé et la manière dont les révolutionnaires les ont abordées peuvent être d'une énorme inspiration pour nos activités d'aujourd'hui et pour les tâches qui nous attendent demain.

ROSS HAROLD, PARIS 20^e

1 – <https://www.youtube.com/watch?v=3Qf38heMuD4>

2 – <https://www.marxists.org/francais/draper/1966/deuxames/index.htm>

3 – John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*

Léon Trotsky, *Russie 1905 et Bilan et Perspectives*

Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*

Alexander Rabinowitch : « *Les bolcheviks prennent le pouvoir* »

4 – Chris Harman, *La Révolution allemande*

5 – George Orwell, *Hommage à la Catalogne*



L'AUTONOMIE DE CLASSE : ALLER DE L'AVANT EST UNE ÉLEVATION !¹

L'autonomie de classe est un processus. Ce n'est pas uniquement une expression théorique, cela est même, au contraire, un objectif à atteindre dont découle une pratique. Cet article tente d'expliquer ce qu'on entend par cette expression.

Le conflit qui oppose la bourgeoisie et la classe ouvrière existe. Il n'est pas une vue de l'esprit. L'enjeu auquel nous nous attelons est universel : transformer toute la société. Pas seulement les conditions d'un petit groupe de personnes, d'un corps de métier, d'une partie de l'humanité... Toute la société !

La trajectoire du capital

Ce que nous appelons la trajectoire du capital, dans différents articles que nous avons publiés, c'est le chemin qu'emprunte la bourgeoisie et ce qui en résulte : l'augmentation des budgets d'armement, la tendance générale à la multiplication des conflits entre blocs de capitaux, la guerre en Ukraine, les tensions au Sahel, le renforcement des polices à travers le monde, la prégnance du danger fasciste, les contre-réformes, etc.

Cette trajectoire a une conséquence : nous ne pouvons pas compter sur la bourgeoisie — donc ni sur le capital ni sur l'État — pour mettre un point d'arrêt aux guerres. Ainsi, il est impossible d'attendre que nos intérêts de classe soient défendus par un État quel qu'il soit dans une guerre comme celle qui a cours en Ukraine. On ne peut pas s'en remettre à l'État pour nous protéger durant une pandémie. On ne peut pas attendre que l'État interdise des meetings fascistes et on ne peut pas

Nous ne pouvons compter sur la bourgeoisie — donc ni sur le capital ni sur l'État — pour mettre un point d'arrêt aux guerres

non plus s'en remettre à la démocratie bourgeoise. Et en 2023, on ne pouvait pas attendre de victoire sur les retraites dans l'Assemblée nationale.

Être dans les luttes, construire l'autonomie de classe

L'autonomie de classe, c'est un éclairage qui aide, qui m'aide, qui nous aide à faire des choix, à comprendre l'actualité, comme si on utilisait un filtre « l'opposition capital / travail ». Ces lunettes d'analyse permettent d'éclairer l'opposition des forces entre la bourgeoisie et notre classe. « Notre classe », c'est-à-dire celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que de travailler pour subvenir à leurs besoins. Il s'agit bien d'une analyse marxiste de la société. Dans les premières pages du *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels expliquent déjà en 1848 que le fonctionnement même du capitalisme le pousse à infester le monde entier : « poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit

le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, mettre tout en exploitation. » Si elle rencontre des résistances, il y aura affrontement. Dans tous les cas, le capitalisme n'est pas un système moral. D'où le fait qu'on ne peut pas faire sécession avec de bonnes intentions : il n'y a pas d'en-dehors du capitalisme, du plus petit village d'Ardèche à Wall Street. On ne peut malheureusement pas vivre que de ZAD, d'alternatives isolées, d'associations, d'augmentations de salaires éparses ou autres réseaux d'entraide... Pour autant, toutes ces luttes sont le mouvement, « *le prolétariat avec de l'attitude* »². Elles ont une valeur pour l'augmentation de notre confiance, elles sont le germe de ce qui peut advenir de meilleur. Grâce à la solidarité et à l'action collective, ces initiatives, élaborées ensemble par celles et ceux qui luttent, construisent l'autonomie de notre classe.

Penser le changement, changer de pansement ou...

À la fois on ne peut pas faire sécession, faire la révolution dans son coin en ignorant le reste du monde, à la fois on ne peut pas aborder la révolution uniquement comme une rêverie lointaine. En gros, bavasser sur la révolution ou se satisfaire de solutions à échelle réduite ? Là commence la gymnastique pour dépasser cette fausse opposition. En effet, quand on parle d'autonomie de classe, on sait que notre classe n'existe pas isolément mais dans l'opposition avec la bourgeoisie. Si le but visé est une société sans classe, alors on vise notre disparition en tant que classe. Et pour y parvenir, la stratégie révolutionnaire ne doit pas faire fi du mouvement, elle doit le mettre au centre. « Le mouvement », ce n'est pas seulement le mouvement « social ». Ce ne sont pas seulement les manifestations, spectaculaires, belles et vivantes. Ou seulement les syndicats. Ce sont tous les moments où la classe s'auto-organise. Ce fameux mouvement — à partir duquel nous travaillons dans les articles des *Cahiers d'A2C* — peut apparaître comme étant très limité d'un point de vue révolutionnaire, si l'on s'en tient à quelques clichés figés dans le temps. Pourtant, il est plein de vitalité, source de transformation. C'est là que se pose la question de l'autonomie.

Lutter pour nous-mêmes et par nous-mêmes : notre fête, leur misère !

La boussole de l'autonomie de classe, c'est ce qui permet d'éviter que tout s'arrête à la fin d'un processus institutionnel. C'est même ce qui permet de ne rien en attendre. Concrètement, c'est commencer dès le début d'un mouvement d'ampleur à mobiliser à la base, à rendre la confiance contagieuse en valorisant ce qui se fait en bas. C'est se concentrer sur nous-mêmes, valoriser notre classe, se demander comment on se renforce et on se lie, comment évolue notre état, notre capacité à prendre nos affaires en main, pour mieux affronter ceux d'en face. Nous ne devons pas attendre que les initiatives d'élus, quelles qu'elles soient, aboutissent. Quand bien même ces initiatives prises « par en haut » permettraient d'appuyer un rapport de forces globalement élevé, il ne s'agit pas de la même chose si c'est nous qui

La boussole de l'autonomie de classe, c'est ce qui permet d'éviter que tout s'arrête à la fin d'un processus institutionnel

mettons un stop à la classe dirigeante. Car pour leur faire la misère, il faut qu'on fasse vraiment la fête. Quand on dit autonomie de classe, on dit que c'est par la base, par nos assemblées de fac, nos collectifs de quartier, nos expériences syndicales qu'on grappille des degrés de confiance sur la classe adverse, finalement par la mise en action collective. Se penser comme autonome, c'est se penser comme capable de tout changer et que nous sommes d'une importance extrême. D'autres, qu'on imagine mieux placés, plus proches des sphères de pouvoir, ne peuvent pas se battre à notre place. Même si cela paraît plus simple, les expert-es, les pro, les élu-es sauraient-ils et elles faire mieux que nous-mêmes ?

Humilité et prétention

Des expériences qui renforcent l'autonomie de classe ont lieu à plein d'endroits dans le monde, sans que les protagonistes utilisent nécessairement cette expression. Que ce soit dans des syndicats, des villes ou des campagnes, chez des personnes éloignées de la politique institutionnelle, dans des cercles de base de certaines organisations politiques, des collectifs féministes, écologistes, antiracistes, des ZAD, des occupations, des médias, des milices, des réseaux clandestins, des organisations d'autonomie alimentaire, de paysannerie... Par exemple, lorsque des paysan-nés du Plateau de Millevache prennent l'initiative de créer un droit d'asile du Limousin ou quand des habitant-es du 20^e arrondissement de Paris créent une « carte d'habitant-e » pour tous-tes, avec ou sans papiers, iels prennent leurs affaires en main pour contrer le discours dominant de division et de racisme. Un territoire rural, un quartier ouvrier, un local de cantine, tout cela participe au renforcement de



notre confiance dans le fait que « l'émancipation des travailleur·euses sera l'œuvre des travailleur·euses elles et eux-mêmes ». Il y a de l'humilité et de la prétention dans cette pensée : penser que ce n'est pas un petit groupe de personnes qui peut changer le monde seul, mais avoir la prétention de pouvoir quand même influencer le cours des choses. Éviter l'immobilisme. Penser que malgré tout, une personne de plus, c'est une personne de plus. Et plus notre classe forge son autonomie en alliage soie et nickel, plus nous entrevoyons la disparition de la classe capitaliste.

L'autonomie de classe : une histoire de confiance pour contre-attaquer !

Comme je le disais plus haut, notre classe est en capacité de tout changer. Ce qui me faisait penser au souhait de Don Choa : « *Tu voudrais voir l'atmosphère se détendre, j'veux voir la classe ouvrière se défendre* »³. Et se défendre, ce n'est pas « être défendue par »... On aura beau avoir de notre côté des avocat·es, des magistrat·es, des organisations de bienfaisance, ça n'ira pas beaucoup plus loin que le maintien d'un rapport conflictuel où l'on répond aux coups portés par le capital. Quel que soit le nom que nous donnons à notre classe, et quand bien même elle est traversée par de multiples contradictions, il n'y a que par la mise en action réelle de millions de personnes qu'on arrivera à résoudre l'équation, et à faire plus que se défendre : à contre-attaquer.

Imaginons, si 1 000 personnes font à la place de 10 millions, avec beaucoup de bonne volonté et de bonnes intentions, il y aura toujours la répression en face, et aussi une déconnexion inévitable. Par exemple, rêver qu'une motion de censure fasse le travail à notre place peut sembler attirant. Mais cela aurait bien des effets sur la suite et sur notre conception générale de l'importance de la lutte. Croire que nous n'avons pas d'impact par notre mise en action collective, c'est renforcer la passivité et le défaitisme. C'est peut-être aussi cela qui fait qu'on participe aux manifestations comme à un rituel obligatoire. Chacune et chacun a pourtant toute la légitimité d'apporter au mouvement, de le faire grossir, de le renforcer. Croire qu'on n'y peut rien et qu'on n'est rien est trop courant, et c'est le chemin de réflexion qui nous amène à penser que pour régler toutes nos questions, il faudrait voter ou « mieux » voter pour améliorer notre sort.

Une seule boussole : le mouvement

Oui, il n'est pas simple de militer et on peut imaginer que certaines de ces approches donnent parfois la confiance de continuer malgré toutes les limites évoquées. Dans une situation politique aussi tendue, nous devons continuer d'insister sur le potentiel d'auto-organisation et d'élargissement du mouvement. Nous devons avoir en tête l'ampleur du travail d'argumentation, d'initiatives, de renforcement de liens entre militant·es et non militant·es qui nous attend encore. Quand il y a des initiatives du mouvement — un flash mob, une banderole monumentale, une assemblée de grévistes, une manifestation à vélo, une kermesse antifasciste, un atelier pancarte, une jonction entre féministes et syndicalistes, un festival antiraciste — il faut s'en

Grâce à la solidarité, à l'action collective, ces initiatives, élaborées ensemble par ceux qui luttent, construisent l'autonomie de notre classe

réjouir, les soutenir et les considérer comme des illustrations de l'augmentation de cette fameuse confiance. Et si la confiance prend du temps, c'est que le processus vaut la peine d'être vécu. Prendre des raccourcis, c'est passer à côté du processus de transformation pourtant nécessaire à la prise de confiance politique et donc à la révolution.

D'ailleurs, si l'on revient sur les mouvements des derniers mois, on a pu retrouver des raccourcis, qui peuvent être très mobilisants dans le temps court, mais finir par nous éloigner de la politique sur le long terme.

1. Le débouché politique : extérieur au mouvement, un parti se positionne comme la voie institutionnelle qui va porter les voix des grévistes et/ou des manifestant·es. Ainsi, notre rôle serait uniquement de « faire pression » sur le gouvernement en appuyant le parti censé nous représenter.

2. La personne ou l'organisation providentielle : elle apporterait l'idée qui va tout changer, la bonne revendication à suivre, la bonne action spectaculaire, le bon rythme de dates de manifestations.

3. La super grève qui bloque tout : se mettre en grève ne vaut le coup que si un secteur stratégique s'y met. La grève n'a dans cette approche qu'un pouvoir bloquant et non un pouvoir d'auto-organisation de notre classe. Donc si la grève ne bloque rien, alors elle est inutile. Dans cette logique, si un secteur n'a pas de pouvoir bloquant, la grève de celui-ci serait inutile. Aussi, si peu de monde est en grève, on peut entendre que « les gens ne veulent pas se battre ».

4. La grève générale : l'objectif est qu'un maximum de monde se mette en grève en même temps. Mais comme tout le monde ne se lance pas en même temps, on se dit que c'est soit la faute des gens, soit la faute des syndicats. C'est le chaton qui se mord la queue : on ne se met pas en action car on attend que des masses se soulèvent, et une grève isolée n'est rien.





5. La direction révolutionnaire : pour que le mouvement prenne la bonne direction, il faut en prendre... la direction. Donc l'idée serait de substituer à la mauvaise direction réformiste la bonne direction révolutionnaire auquel le mouvement devrait naturellement se subordonner.

6. Le spectacle, les pertes matérielles et la tactique militaire : plus on s'attaque physiquement aux éléments visibles du capitalisme et plus on s'entraîne, plus on augmente la pression sur le gouvernement et les bourgeois qui vont compter leurs pertes et leurs blessés. La frustration vient souvent du fait que « les gens ne sont pas assez radicaux, ne sont pas déterminés ». Ou bien, le défaitisme peut venir de l'épuisement et du fait que nous n'arrivons pas à infliger une défaite militaire à la police, qui reste plus forte, nous blesse et nous tue.

7. L'alternative concrète comme fin en soi : régulièrement en fin de mouvement, revient cette envie de faire sécession. Si on estime que notre rôle était de faire seulement plier les députés, le gouvernement, les bourgeois, les oppresseurs, et si on n'y a pas réussi, alors on peut avoir envie de faire quelque chose de concret, dont les effets seront rapidement palpables : créer des colocations à la campagne, construire une utopie ne cherchant plus à entraîner d'autres personnes avec soi.

L'immense toile de l'autonomie politique

Au sein du mouvement, on discute, on débat, on ne passe pas en force, on s'appuie sur des expériences vécues, des bilans, des freins et des tremplins... Politiquement, c'est plus sûr et encourageant d'avoir des équipes de gens en action qui impulsent et motivent, invitent et proposent, pensent toujours à communiquer au-delà des cercles habituels. Ce qui est moins sécurisant, c'est de voir des personnes donner des leçons sans agir là où elles se trouvent

Pour leur faire la misère, il faut qu'on fasse vraiment la fête

et voir se diffuser l'idée que les raccourcis seraient bénéfiques pour gagner vite et à moindre frais.

Dans les raccourcis évoqués plus haut, il manque souvent quelque chose d'incontournable : le fait que notre classe soit en mouvement, physiquement et psychologiquement. Qu'elle se parle, rompe avec le quotidien de l'exploitation, dépasse ses peurs, ses préjugés sur les « autres » et sur elle-même. Autrement dit, que notre classe dépasse les oppressions qui la traversent pour aller vers une force collective offrant une énorme bouffée d'air. Comme un feu d'artifice émancipateur auquel rien ne résiste plus, parce qu'« *en bande organisée, personne peut nous canaliser* »⁴. On peut alors imaginer être à la hauteur du rapport de forces nécessaire pour résister aux forces de répression et contre-révolutionnaires, aux relents individualistes. Pour garder la patate et aller de l'avant, on garde en tête que tout se joue collectivement, et que même dans les moments de doute, « *gigantesque est la foule, encagoulée et gantée* »⁵ !

*« Pas de temps pour la stagnation,
à la Franz Fanon, pas de damnation (...)
aller de l'avant est une élévation ! »⁶*

SOLENE FERRANDON-BESCOND, RENNES

1 – « Homme neuf », in *Comment rester propre ?*, La Rumeur ft Ali, 2023

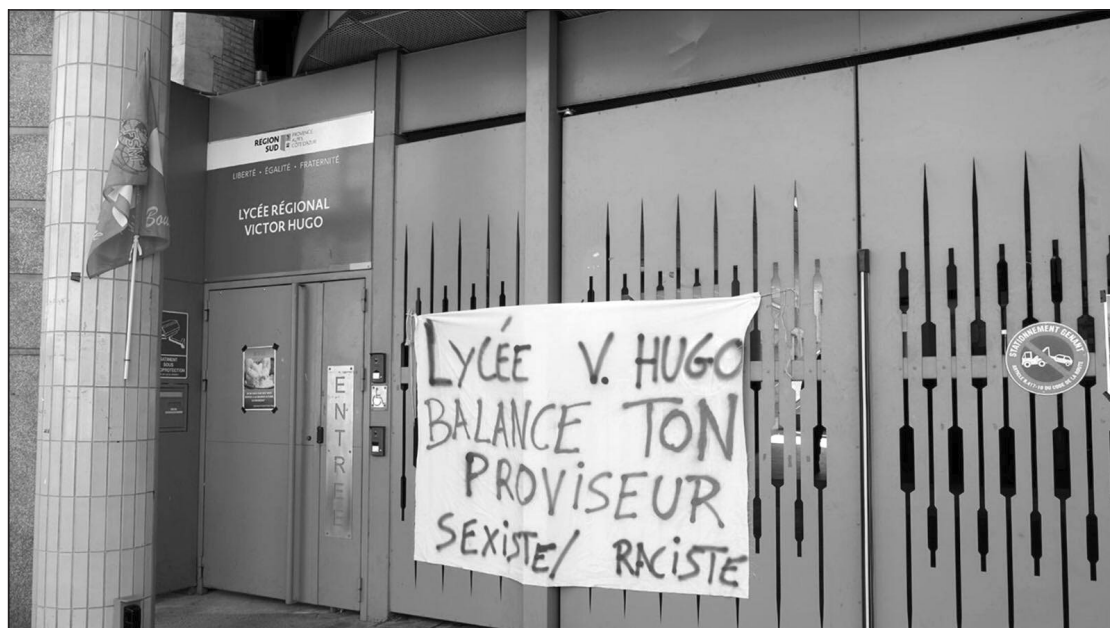
2 – « Magnifique », in *Réalité Rap Musique*, Vol. 3, Ben PLG, 2022

3 – « Poches vides », Don Choa, EP 2017

4 – « Bande organisée », in *13'Organisé*, Jul / 13'Organisé, 2020

5 – « Générique », in *Médine France*, Médine, 2022

6 – « Homme neuf », in *Comment rester propre ?*, La Rumeur ft Ali, 2023



RÉCIT D'UNE GRÈVE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE, LE RACISME ET LE SEXISME DANS L'ÉDUCATION MARSEILLE, 2023

Récit d'une lutte menée par des lycéen·nes et d'une grève menée par les AED (assistant·es d'éducation) à Marseille, contre les intimidations racistes et sexistes dans les établissements scolaires. Cette lutte nous permet de nommer les obstacles mais aussi les possibilités d'auto-organisation des travailleur·euses précaires contre les oppressions racistes.

Au printemps 2022, des propos racistes de la part d'enseignant·es sont signalés par des élèves du lycée Victor-Hugo de Marseille. Le 20 mai 2022, une journée de mobilisation est initiée par des lycéennes qui portent le voile en dehors du lycée contre les discriminations islamophobes qu'elles subissent, à savoir des remarques sur leurs robes « trop longues » mais aussi des remarques stigmatisantes sur le fait qu'elles portent le foulard en dehors du lycée. Face à cette journée de mobilisation pour dénoncer ces discriminations, la seule réponse de la direction est de mettre la faute sur le personnel de la vie scolaire qui aurait « manipulé les lycéennes ». En effet, des AED ont signalé des propos à caractères racistes tenus par une professeure de l'établissement. Décidant d'ignorer les dénonciations des lycéennes et les signalements des AED, la direction de l'établissement décide de ne pas renouveler le contrat de trois des AED qui avaient dénoncé les propos racistes. Cette sanction arbitraire est en réalité le signe d'une répression féroce à l'égard des travailleur·euses dénonçant l'islamophobie dans l'établissement scolaire de Victor-Hugo. Suite à cette répression, les AED de Victor-Hugo décident de riposter dès le 16 juin

Cette sanction arbitraire est en réalité le signe d'une répression féroce à l'égard des travailleur·euses dénonçant l'islamophobie dans l'établissement scolaire de Victor-Hugo

2022 en se mettant en grève et en appelant à un rassemblement devant le lycée.

La chasse aux abayas dans les établissements scolaires

Les discriminations au lycée Victor-Hugo reflètent l'accélération des politiques racistes et islamophobes dans les établissements scolaires à Marseille et plus généralement en France. Après la loi de 2004, interdisant le port du voile dans les écoles, pour « respect de la laïcité républicaine », une circulaire est adoptée le 10 novembre 2022 relative au plan laïcité dans les établissements scolaires. Celle-ci, en se concentrant sur « le port de tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse » ainsi que toutes celles « ne manifestant pas par nature une appartenance religieuse » permet aux

chef-fes d'établissement et au personnel de juger les tenues des élèves et ainsi d'exercer en toute impunité de nombreuses discriminations sexistes et racistes. À partir de cette circulaire, les directions d'établissement demandent aux vies scolaires de refuser toute tenue qui pourrait s'apparenter à une tenue religieuse. Ainsi, à Marseille, de nombreux établissements se lancent dans une chasse aux abayas, robes traditionnelles des pays de culture musulmane.

Les jeunes filles se retrouvent humiliées par des enseignant-es et la direction les contraignent à retirer leurs robes longues si elles souhaitent fréquenter leurs établissements scolaires. Ces mesures discriminatoires et arbitraires s'abattent essentiellement sur les jeunes filles racisées portant le voile à l'extérieur de l'établissement scolaire. Selon les directions d'établissement, les élèves peuvent être renvoyées chez elles pour se changer, et d'autres contraintes à se déshabiller dans l'enceinte de l'établissement. Cette humiliation est permise et justifiée par un soi-disant principe de laïcité, toujours plus flou et entraînant des discriminations violentes racistes et sexistes, un mal-être scolaire chez les élèves racisé-es, musulman-es ou supposées musulman-es selon leurs cultures et leurs pratiques vestimentaires.

Ripostes lycéennes « Toutes en robes longue » et grève des AED dans un climat de mouvement social de 2023

Les élèves visées par cette circulaire ne se sont pas laissées faire face aux intimidations des directions d'établissement et de certaines personnes du corps enseignant. Des lycéennes directement visées par les discriminations sexistes et racistes au sein de leurs lycées se sont organisées et ont appelé à des journées « Toutes en robes longues », notamment au lycée Thiers, dans le centre-ville de Marseille. Durant le mouvement social contre la réforme des retraites de ce début d'année 2023, les lycées à Marseille ont été fortement mobilisés et ont fait preuve d'une forte combativité. Des collectifs et syndicats lycéens ont organisé des assemblées générales, des blocages, des départs communs en manifestation et des cortèges hyper dynamiques. Ce climat de prise de confiance politique a permis de renforcer la confiance des lycéen-nes dans leur capacité à faire de la politique et à lutter contre le racisme qu'elles vivent au quotidien.

Le mouvement social a entraîné un fort niveau de conflictualité entre les grévistes et les directions et a permis de rendre visible les politiques répressives de certains établissements à l'égard de toutes celles et ceux qui luttent. Par exemple, au lycée Victor-Hugo, un AED très actif dans la lutte syndicale mais aussi dans la lutte antiraciste de l'année précédente, a été suspendu au début du mouvement des retraites. Cette expérience permet de montrer que les politiques racistes chez les directions d'établissement contre les lycéennes sont accompagnées de politiques anti-syndicales lors de mouvements sociaux. C'est toute une politique réactionnaire qui se met en place et contre laquelle nous devons toutes et tous lutter. Le soutien a été immédiat : la moitié des AED du lycée Victor-Hugo se sont mis en grève après avoir appris la suspension de leur collègue. La situation

Des lycéennes directement visées par les discriminations sexistes et racistes au sein de leurs lycées se sont organisées et ont appelé à des journées « Toutes en robes longues »



politique a amené les AED de Victor-Hugo à lutter à la fois contre le racisme, le sexisme, la répression anti-syndicale et nos conditions de travail.

En mai 2023, la volonté de se battre réveillée par le mouvement social a poussé des AED de plusieurs établissements à organiser une réunion contre l'application des circulaires discriminantes, islamophobes et racistes. Cette première réunion a réuni le 11 mai plus de 30 AED d'établissements différents sur Marseille et a abouti à un appel à la grève ! Le succès de cette rencontre a été possible grâce à la réactivation du collectif AED13, créé deux ans plus tôt lors de la lutte pour l'obtention de la prime REP et pour la possibilité de titularisation des postes d'AED. Ayant pris une envergure nationale en 2021, cette lutte syndicale offensive a abouti à une victoire en demi-teinte pour les AED. Les revendications sur la prime REP ont été gagnées suite à la mobilisation. Par contre, la titularisation des AED exigée par la mobilisation a été remplacée par un CDI au bout de 6 ans, non obligatoire, et sans revalorisation salariale.

À la suite de la réunion, les AED de Marseille ont donc décidé d'appeler à une journée de grève dès le 8 juin 2023. Après avoir fait un point sur les différentes situations de racisme et d'islamophobie envers les lycéennes, les AED ont écrit un communiqué liant la lutte contre l'islamophobie, le sexisme, la circulaire de 2022 aux conditions de travail précaires qui exposent les AED à davantage de répression. À la suite de cette réunion, le collectif

Le soutien a été immédiat : la moitié des AED du lycée Victor-Hugo se sont mis en grève après avoir appris la suspension de leur collègue

AED13 a organisé des débrayages dans plusieurs établissements marseillais. Ces moments ont permis des discussions sur le racisme dans les lycées et sur l'islamophobie avec les Vies scolaires et la plupart des AED recensaient des cas de renvois et d'humiliation vis-à-vis de lycéennes portant des vêtements amples et des robes longues.

Le 8 juin, les AED ont été une trentaine à être en grève contre l'islamophobie, le racisme et le sexisme dans les établissements scolaires. Malgré la pluie (premier facteur de démobilité à Marseille), le collectif AED13 a rassemblé plus de 50 personnes devant le lycée Diderot, lycée dans lequel la totalité des AED étaient en grève ce jour-là.

À la suite de cette mobilisation réussie, la répression a continué à s'abattre sur les AED après une action organisée à Victor-Hugo contre le proviseur et ses propos racistes. Deux AED ont été interpellés et placés en garde à vue. Le collectif AED13 a organisé une deuxième journée de grève et de mobilisation, avec un rassemblement cette fois-ci devant le lycée Thiers, pour continuer de lutter contre les discriminations racistes et islamophobes mais également dénoncer la répression qui s'abat sur les AED en lutte. Ce jour-là, beaucoup moins de grévistes sont présents, sûrement à cause de la peur de la répression mais aussi de la fin de l'année scolaire. De plus, la grève devient davantage complexe lorsqu'elle n'est plus inscrite dans un mouvement social et expose davantage les grévistes précaires à des renvois, des suspensions ou des non-renouvellements.

La lutte des lycéennes contre l'islamophobie et le racisme, suivie par la grève des AED a été exemplaire

Lutter contre l'islamophobie dans l'Éducation nationale, enjeux et difficultés

La lutte des lycéennes contre l'islamophobie et le racisme, suivie par la grève des AED a été exemplaire. Elle a permis d'exprimer un soutien concret auprès des lycéen·nes en lutte contre les discriminations, de réactiver des liens entre les AED de différents établissements, mais aussi de porter une grève sur des arguments politiques contre le racisme et l'islamophobie. Pourtant, au sein de l'Éducation nationale, trop peu de collègues, notamment du corps enseignant, ont soutenu cette lutte, ce qui a facilité les intimidations et la répression de la part de la direction. Ce manque de soutien peut s'expliquer par la peur de la répression, réelle, à en croire les non-renouvellements des AED et la suspension du camarade gréviste.

Mais ce manque de soutien autour de la lutte contre l'islamophobie semble tenir une partie de son explication dans la difficulté à mobiliser aujourd'hui contre l'islamophobie dans l'Éducation nationale. Le principe de laïcité clive en ce qu'il vient se poser dans le discours public comme une garantie face à « l'oppression religieuse et de liberté de culte ». Pourtant, dans un État français où l'islamophobie prend une place de plus

Les lycéen·nes ont fortement contribué au rapport de forces contre la réforme des retraites, qui touche également les travailleur·euses, le personnel et les enseignant·es

en plus inquiétante dans les discours politiques, médiatiques, les soi-disant « libertés » offrent des possibilités de répression de la population musulmane mais également de l'ensemble des personnes racisées ou prétendument musulmanes.

Cette expérience de lutte montre ainsi la nécessité de continuer à s'opposer à l'humiliation des jeunes filles racisées, musulmanes ou prétendues musulmanes au sein de nos établissements scolaires. Car malgré un climat social extrêmement puissant contre la réforme des retraites, la question de l'islamophobie et du racisme opère un clivage dans la population et empêche l'unité de notre classe pour gagner face à Macron. En tant que travailleur·euses en lutte, il est nécessaire de soutenir les lycéen·nes qui se soulèvent contre les oppressions qu'ils et elles subissent de la part d'une institution qui semble les exclure en fonction de leurs habits, leurs coutumes ou leurs religions. Les lycéen·nes ont fortement contribué au rapport de forces contre la réforme des retraites, qui touche également les travailleur·euses, le personnel et les enseignant·es. En retour, nous devons les soutenir lorsqu'elles se battent contre les discriminations qu'elles subissent : lorsqu'une partie de notre classe se soulève, notre place c'est d'être à leurs côtés !

ANOUK, MARSEILLE

GRÈVE ET RASSEMBLEMENT POUR LE JEUDI 16 JUIN

Communiqué des AEDs du lycée Victor Hugo
(Marseille)

Les AEDs du lycée Victor Hugo à Marseille seront en grève ce jeudi 16 juin pour protester contre le non-renouvellement abusif de plusieurs de nos collègues, et contre la précarité de nos contrats favorisant ces licenciements déguisés ainsi que des conditions de travail plus que précaires !

Ces non-renouvellements font suite à de nombreuses pressions et intimidations de la part de la direction (convocation à répétitions, posture paternaliste et maternaliste, infantilisation, abus d'autorité, propos désobligeants, demande d'être à des postes non mentionnés dans nos missions et contrats...).

L'année a été difficile au lycée, comme dans beaucoup d'autres établissements, et s'est rajouté à la précarisation des statuts ; au démantèlement de l'école publique ; à la perte de sens et de confiance en nos institutions, un climat politique délétère et anxigène véhiculant des messages haineux sur fond de xénophobie, racisme et islamophobie.

La violence de l'air ambiant ne s'est malheureusement pas arrêtée aux portes de nos établissements, et nous avons dû constater la récurrence de témoignages d'élèves sur des propos ou comportements discriminants à leur égard de la part d'adultes encadrant·e·s.

Ces témoignages ne sont pas des cas isolés puisque d'autres lycées de Marseille sont concernés et le CCIE a lancé au mois de mai, un appel à témoignages sur sa plateforme après une augmentation des cas de discrimination dans les établissements scolaires. Les tensions se cristallisent principalement sur la question de la laïcité et de la loi de 2004 : en cause le port de robe longue ainsi que de bandeau fin, vêtements décrits comme interdits aux élèves sous prétextes qu'ils seraient des habits religieux !

De nombreuses élèves se sont plaintes d'une ambiance nauséabonde (propos racistes et sexistes, questions intimes sur les convictions religieuses, injustices, traitements différenciés entre les élèves...) et ont même organisé une manifestation devant le lycée pour faire savoir leur mal-être à la direction.

Aujourd'hui, des collègues surveillant·e·s ayant fait remonter la parole des élèves sont menacé·e·s de non-renouvellement !

Nous inscrivons notre lutte dans la continuité de celle des assistant·e·s d'éducation qui depuis des années luttent chaque année pour une reconnaissance pleine entière de leurs missions avec : revalorisation des salaires ; droit à la titularisation ; droit à la Prime REP+ / ZEP ; amélioration des conditions de travail, changement de statut !

**POUR LA FIN DE LA PRÉCARITÉ ET POUR UNE ÉCOLE
BIENVEILLANTE, RESPECTUEUSE ET NON DISCRIMINANTE**

**RENDEZ-VOUS JEUDI 16 JUIN à 9H
DEVANT LE LYCÉE VICTOR HUGO
POUR SOUTENIR LES AEDs EN GRÈVE !**

EN DÉBAT



50 ANS APRÈS LE 21 JUIN 1973 ANTIFASCISTE CONSTRUIRE UN FRONT UNITAIRE LE PLUS LARGE ET DÉTERMINÉ !

L'article d'Alain Pojolat sur la manif antifasciste du 21 juin 1973, violente, avec attaque frontale de la police, protégeant l'accès au meeting d'Ordre nouveau contre l'immigration sauvage, mérite que l'on revienne sur le contexte historique, social et militant. Il ne s'agit pas de contredire l'article mais d'y apporter des éclairages nécessaires et instructifs pour aujourd'hui.

Les luttes et mobilisations des années 1950 et 1960, guerres de décolonisation et de libération nationale des peuples, les écrits et discours vont permettre d'échapper au seul face à face entre l'impérialisme américain et le bloc soviétique stalinien, le capitalisme impérialiste et le capitalisme d'État, ceux qui se sont partagés le monde à Yalta et Postdam, après la défaite hitlérienne.

La tentative de putsch des généraux d'avril 1961 en Algérie va faire basculer une partie des militants d'extrême droite, qui rêvent de perpétuer l'Empire et tentent de construire un front uni anticomuniste et antidécolonialiste, la Fédération des étudiants nationalistes (FEN), vers les terroristes de l'OAS.

L'extrême gauche, décolonisatrice, Algérie algérienne, se réoriente alors vers une mobilisation et un activisme anti-OAS, antifasciste, notamment pour prévenir tout risque de coup d'État. Cela va mener à la création du FUA, Front uni antifasciste.

Les forces en présence, outre l'Unef, alors organisation de masse très engagée pour l'Algérie algérienne, sont l'UEC avec diverses tendances (gramsciste, différents courants trotskistes, une tendance maoïste et bien sûr le courant stalinien du PCF) et le Parti socialiste unifié (PSU) qui monte des Groupes d'action et de résistance (GAR). De son côté l'OCI, trotskiste lambertiste, refuse de rejoindre le FUA et créer la Fédération des étudiants révolutionnaires qui va également combattre l'extrême droite.

Les luttes et mobilisations des années 1950 et 1960, guerres de décolonisation et de libération nationale des peuples, les écrits et discours vont permettre d'échapper au seul face à face entre l'impérialisme américain et le bloc soviétique stalinien

Les fachos nationalistes attaquent violemment la librairie et le journal *Clarté* de l'UEC tenu par les oppositionnel·les majoritaires, et envoient à l'hôpital Pierre Goldman en décembre 1964, ou Alain Krivine en mai 1965.

La violence en milieu étudiant : «la peste brune s'écrase dans l'œuf» !

Les affrontements ne cessent pas. En 1964, la FEN exclut huit de ses membres, dont François Duprat, Gérard Longuet, Alain Madelin, Alain Robert, qui vont créer avec d'autres Occident. Ils généralisent les attaques à la barre de fer et les passages à tabac. En réaction, les organisations d'extrême gauche restructurent leurs SO et se donnent les moyens de riposter. Jusqu'à mai 1968 la violence d'Occident s'accroît (attaques contre des beatniks, des dirigeants d'extrême gauche, des meeting Vietnam à Rouen et à Paris)... Les ripostes



Les ripostes sont déterminées : attaques d'Assas, de rassemblement et manifs faschos, de diffusion de tracts et passages à tabac de militants et dirigeants...

sont déterminées : attaques d'Assas, de rassemblements et manifs faschos, de diffusions de tracts et passages à tabac de militants et dirigeants... C'est dans ce contexte que la direction du PCF exclut les antistaliniens majoritaires de l'UEC en 1965-1966, ce qui donnera naissance à la JCR en 1966, à l'UJCML... mais aussi aux comités Vietnam. De ce vivier militant naissent et se massifient les organisations révolutionnaires de 1968 et des années 1970, constituant un véritable tournant. Parallèlement au milieu étudiant, les lycéen·nes prennent toute leur part à cette histoire (Comité Vietnam lycéen, grève des lycées de novembre 1967 et création des CAL...).

Cette radicalisation militante se fait dans un internationalisme des luttes, des idées, des projets révolutionnaires notamment :

- Contre la torture en Algérie et contre la violence d'État (les coups de force du 13 mai 1958 pour amener De Gaulle à l'Élysée, la répression sanglante des manifestations des algériennes et algériens du 17 Octobre 1961, et celle du 8 mars 1962).

- Contre la guerre au Vietnam en soutien au FNL (création en 1966 du Comité Vietnam national pour la JCR, des comités Vietnam de base pour les maos).

- La création par Cuba en janvier 1966 de la tricontinentale, qui va donner naissance à l'Organisation de la solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Les participant·es provenaient

de 82 pays du tiers monde profondément marqués par la décolonisation et l'anti-impérialisme, issus de mouvements sociaux d'horizons politiques différents : organisations nationalistes, maoïstes, trotskistes, castristes ou guevaristes prônant souvent la résistance armée et l'essor des guérillas.

- En avril 1966 débute à Pékin la grande révolution culturelle prolétarienne.

- Du 5 au 10 juin 1967, Israël annexe la Cisjordanie, du Golan, de Gaza, et tout Jérusalem après la guerre éclair des 6 jours.

Cette culture politique intégrant la violence révolutionnaire s'est donc forgée contre le capitalisme et la société individualiste bourgeoise de la fin des 30 glorieuses, contre l'impérialisme, le stalinisme et ses déclinaisons politiques, contre les fascistes, les défenseurs de l'Empire français et les héritiers du national-socialisme, contre la démocratie bourgeoise au travers du gaullisme et sa violence d'État.

Septembre noir un tournant pour l'internationalisme et le contenu des stratégies révolutionnaires

Le conflit entre le royaume jordanien et son armée, soutenu par des pays de la région, les USA et des pays européens, et l'OLP s'envenime et se poursuit du 12 septembre 1970 à juillet 1971, quand Arafat et ses combattants sont expulsés de Jordanie manu militari. Toujours plus loin de leur territoire, la Palestine, les palestinien·nes vont créer des organisations de lutte pour la libération de leur pays, des organisations paramilitaires voire militaires recourant à la violence terroriste. Ces événements vont profondément marquer les années 1970 et voir naître nombre d'organisations recourant



aux attentats et aux meurtres de personnalités représentant le capitalisme, l'impérialisme, la guerre contre les palestinien·nes (Action directe, la Bande à Baader-Fraction armée rouge, les Brigades rouges ...)

Les manifs attaques des meeting fascistes (Palais des sports 1971, Mutualité 1973)

Les affrontements entre Occident, Ordre nouveau, et en premier lieu la JCR puis la Ligue communiste mais aussi des organisations maoïstes, le PSU, Révolution, ne vont pas cesser. Le 9 mars 1971, Ordre nouveau tient un meeting néo-nazi au Palais des sports. Des mouvements d'extrême gauche diffusent un tract : « *Le meeting d'Ordre nouveau n'aura pas lieu* ». De violents affrontements éclatent entre les contre-manifestants et la police à laquelle se joint le service d'ordre d'Ordre nouveau. Pour préparer la contre-manifestation et l'attaque du meeting la Ligue organisa une campagne avec articles de presse, textes avec signatures et appels au 9 mars. Cela se traduira par la présence d'anciens résistants FTP et de déportés porte de Versailles pour affirmer aux côtés des manifestant·es la continuité du combat antifasciste, « *Le fascisme ne passera pas* ».

Le 21 juin 1973, Ordre nouveau décide de tenir à la Mutualité un meeting sur le thème : « *Halte à l'immigration sauvage !* », une véritable provocation pour l'extrême gauche et qui confirme que le racisme est un terrain privilégié pour le développement et l'expression du fascisme (voir l'article d'Alain Pojolat). Pour cette manifestation, contrairement à 1971 la campagne est presque inexistante.

Le 28 juin, le gouvernement dissout la Ligue communiste et Ordre nouveau. Les dirigeants d'Ordre

Il y a urgence à constituer un front antifasciste unitaire, le plus large, déterminé, quand se développent les pires discours idéologiques, démagogiques et populistes, tout particulièrement contre l'immigration « sauvage »

nouveau ne sont pas inquiétés par la justice tandis que des dirigeant·es de la Ligue communiste, sont recherché·es et certain·es incarcéré·es. L'ensemble de la gauche, y compris le Parti communiste, se solidarise contre la dissolution de la Ligue communiste. Le 4 juillet un meeting se tient au Cirque d'hiver mais la Ligue communiste y est privée de parole. Un appel, signé par des organisations d'extrême gauche, est publié : « ... *Nous appelons à la constitution d'un comité national sur la base de cet appel pour engager la lutte et faire échec à la répression.* »

En forme de conclusion provisoire

La radicalité idéologique contre le capitalisme, l'impérialisme doit-elle se traduire par la violence armée, y compris au sein des démocraties bourgeoises, un terrorisme aveugle ou des assassinats individuels ? Au-delà des luttes contre l'impérialisme, des luttes de libération nationale, la fin ne peut justifier à elle seule les moyens. Nous sommes toujours au cœur de ce débat, qui a traversé la Ligue et l'extrême gauche suite à l'interdiction en 1973 et à l'apparition d'organisations dites « terroristes » mais qui n'a jamais pris l'ampleur nécessaire. Le capitalisme pour mener sa guerre de classe impose l'individualisme contre l'encommun et le bien commun. En ce sens les assassinats d'Aldo Moro symbole de la démocratie bourgeoise, démocratie chrétienne, par les Brigades rouges, celui de Georges Besse par Action directe, symbole du capitalisme, du grand patronat, celui d'Hans Martin Schleyer symbole du grand capital et des nazis « repentis » par la Bande à Baader n'individualisent pas la lutte de classe. Sans commune mesure, cela va de soi, le « Je lutte de classe » n'est-il pas une victoire de cet individualisme ? Le « nous lutte de classe » aurait porté en avant l'encommun et la volonté, solidarité et détermination de notre classe.

Si ce débat reste ouvert, quelle stratégie doit-on avoir aujourd'hui contre l'extrême droite, les fachos. Cette lutte indispensable doit-elle se dissoudre dans les luttes contre le macronisme et le capitalisme ? Je suis convaincu qu'il doit y avoir une spécificité à ce combat. Les succès électoraux du FN-RN doivent nous amener à préciser notre stratégie et nos tactiques. Il faut amener le RN à son fondement idéologique et à « sortir du bois ». Pour se faire il faut se défendre et ne pas laisser les groupuscules d'extrême droite et Reconquête occuper le terrain et nous attaquer. Il y a urgence à constituer un front antifasciste unitaire, le plus large, déterminé, tout particulièrement quand se développent, au sein de la société, des médias, la doxa fascisante, les pires discours idéologiques, démagogiques et populistes, tout particulièrement contre l'immigration « sauvage », on y revient !

MARC SLYPER



AU NIGER COMME AILLEURS, UN SEUL HÉROS, LE PEUPLE !

Le 26 juillet 2023, une junte militaire avec à sa tête le chef de la garde présidentielle, Abdourahamane Tiani, a démis le président Mohamed Bazoum et suspendu la constitution nigérienne. C'est au nom du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) que la junte a pris le pouvoir en annonçant vouloir une transition vers un régime civil d'ici trois ans. Depuis, la Cédéao¹ a mis en place un ensemble de sanctions économiques² et menace d'une intervention militaire pour rétablir l'ordre constitutionnel antérieur. L'Union africaine, l'Union européenne, la Maison-Blanche et globalement toutes les grandes puissances ont condamné le coup d'État militaire et prônent le rétablissement de Bazoum.

Ce coup d'État n'arrive pas seul. Il fait suite à celui du Mali en 2020, de la Guinée en 2021 et du Burkina Faso en 2022. Ce n'est pas un hasard si ces pays font tous partie de l'ancien empire colonial français, dont nous allons esquisser rapidement la trajectoire. Il ne s'agit pas ici de dire que ces putschs procèdent tous des mêmes déterminations ou qu'elles se réduisent à ce passé commun, mais de comprendre comment ces coups d'État ont pu être possibles et soutenus par ce qui semble être une majorité de la population.

Un putsch sur fonds de rejet de la Françafrique

Les activités françaises en Afrique ont été meurtrières depuis leurs débuts. Du 17^e au 19^e siècle, ce sont 1 200 000 d'Africain-es qui ont été déporté-es aux Antilles (et des centaines de milliers de mort-es pendant la traversée). Ces esclaves ont permis aux bourgeoisies de villes portuaires françaises telles que Bordeaux, Nantes ou La Rochelle de s'enrichir

Parmi les principaux bénéficiaires de ce pillage en règle des ressources nigériennes se trouve notamment la France

et de se développer. Ce commerce a participé au processus que Marx nomme l'accumulation primitive du capital et qui permit aux bourgeoisies anglaises et françaises d'accumuler le capital nécessaire à l'investissement dans l'industrialisation et passer d'une société organisée par des rapports sociaux de production principalement féodaux à des rapports de production principalement capitalistes.

Après l'abolition de la traite humaine, c'est à la colonisation directe que se sont adonnées les différentes puissances impérialistes. La France s'y est taillé la part du lion. Alors que la métropole d'aujourd'hui fait 550 000 km², son ancien empire colonial faisait 13,5 millions de km². La majorité de ces territoires colonisés se trouvaient en Afrique. Les quatre pays où ont eu lieu des putschs faisaient tous partie de

l'Afrique-Occidentale-Française (AOF) et c'est à cette époque que leurs frontières furent tracées à la règle. Ils serviront de réserve naturelle, de main-d'œuvre et de soldats pour les guerres que les puissances impérialistes mèneront sur tous les continents.

Après la Seconde Guerre mondiale, ces pays deviennent territoires d'outre-mer et sont donc intégrés formellement à la « nation française ». Dans les années 1950 explosent à travers l'Afrique des revendications politiques et sociales, notamment pour l'indépendance. La Gold Coast, actuel Ghana, proclame son indépendance en 1957. La France comprend que son empire est menacé, surtout qu'elle vient de perdre la guerre d'Indochine et est enlisée dans celle d'Algérie. Ces guerres sont coûteuses en argent comme en vies humaines. Il va donc falloir préparer les indépendances et s'assurer que les intérêts de la France y soient sauvegardés. Ainsi, à la veille des indépendances, des accords de coopération secrets sont signés, des « techniciens » français sont envoyés pour assister et conseiller tous les nouveaux chefs d'État et la France conserve sa présence militaire et sa domination monétaire à travers le Franc CFA. Cette union monétaire sous domination française oblige par exemple ses pays membres à demander l'autorisation à Paris pour emprunter les investissements nécessaires à la construction d'un nouveau pont ou d'une autoroute au lieu de chercher des investissements directement sur les marchés financiers.

Mais pour que ce nouveau système de domination fonctionne, il faut aussi s'assurer la coopération et la loyauté des élites locales. C'est ce que fera Jacques Foccart, conseiller spécial de De Gaulle et Pompidou et architecte en chef de la Françafrique. Ainsi, des francophiles reconnus comme Léopold Sédar Senghor ou Félix Houphouët-Boigny seront les colonnes vertébrales de ces nouvelles coopérations entre les anciennes colonies et la métropole. A contrario, les dirigeants réfractaires ou trop indépendantistes seront combattus farouchement par la France. Ainsi de Djibo Bakary, chef du gouvernement du territoire d'Outre-mer Niger, dont le gouvernement démissionnera à la suite d'élections sabotées par l'administration coloniale. Ainsi aussi de Sékou Touré, premier président de la Guinée, qui affirmait « *préférer la liberté dans la pauvreté que la richesse dans la servitude* » et contre lequel la France mènera une terrible guerre économique.

Jusqu'à ce jour donc, l'indépendance du Niger n'est que formelle. Et soixante ans après les indépendances et ses relations privilégiées avec une des principales puissances économiques mondiales, le Niger reste un des pays les plus pauvres au monde, que ce soit du point de vue de l'indice de développement humain ou en termes de PIB/habitant-e. Pourtant, son sous-sol est riche en matières premières : uranium, pétrole et or y sont présents et exploités massivement au bénéfice des entreprises qui en possèdent les contrats d'exploitation, sans que la population nigérienne n'en tire de bénéfices. Un quart de la consommation européenne en uranium y est extrait, pendant que le Niger est obligé d'importer 90 % de son électricité du Nigéria voisin. Parmi les principaux bénéficiaires de ce pillage en règle des ressources nigériennes se trouve notamment la France, à travers Orano (ex-Areva) qui y exploite trois concessions d'uranium, mais aussi la Chine et le Canada qui y possèdent des contrats d'exploitation de mines d'uranium ou

Tout semble préférable à la continuation de régimes qui laissent piller les richesses du pays par l'ancienne puissance coloniale

de gisements de pétrole. Ces activités laissent des millions de tonnes de déchets radioactifs à l'air libre. Si c'est la France (plus que le Canada, la Chine ou les États-Unis) qui cristallise le ressentiment des nigérien-nes, c'est en raison de ce long passé colonial fait de crimes, d'exploitation et de collusions avec des élites locales corrompues.

Enfin, la situation sécuritaire est catastrophique depuis la chute de Kadhafi en Libye et la prolifération de milices armées dans tout le Sahel. Les militaires des pays africains qui luttent contre ces groupes subissent des pertes régulières, alors que la présence de milliers de soldats français, américains ou autres sur leur territoire ne semble pas freiner le phénomène.

Dans ce contexte, la relation de la France avec le Niger est vue par la majorité des Nigérien-nes comme une relation de dépendance coloniale. C'est à ce titre que le putsch des militaires contre le premier président issu d'une transition pseudo-démocratique du pouvoir au Niger a pu être soutenu ou accepté par la population. Tout semble préférable à la continuation de régimes qui laissent piller les richesses du pays par l'ancienne puissance coloniale.

Une défaite de l'impérialisme français ?

Une des premières mesures prises par la junte au pouvoir fut d'interdire toute exportation d'uranium vers la France et les accords de coopération militaire avec la France furent unilatéralement abrogés. Quelques jours après le coup, l'ambassade française fut prise pour cible par des manifestant-es qui ont tenté d'y mettre le feu. Incontestablement, au Niger comme au Mali ou au Burkina, les positions et l'influence de la France sont affaiblies et ces coups d'État en sont autant un symptôme qu'un accélérateur.

Mais la France s'est toujours arrangée pour s'adapter aux nouvelles circonstances des exigences de la décolonisation tout en maintenant ses objectifs stratégiques. Pour comprendre quelle suite pourrait prendre les événements, il nous faut voir quel rôle joue le Niger pour les différents impérialistes qui y interviennent.

Nous avons déjà vu le rôle central des sous-sols nigériens pour les économies occidentales. Avec la guerre en Ukraine et la nécessité d'une indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, le projet de pipeline du Niger au Bénin (le plus long d'Afrique) pour approvisionner l'Europe et la Chine prend un rôle central.

Ensuite, le Niger représente la principale zone qui permet aux armées françaises et américaines de se projeter dans le Sahel si besoin. Dans le cas de la France, c'est d'autant plus le cas que les militaires français ont dû quitter récemment à la fois le Mali et le Burkina Faso. Les Américains, de leur côté, y ont une base qui leur a coûté 110 millions de dollars et 30 millions annuels de maintenance. Il est hors de question pour ces deux pays d'abandonner et de liquider ces précieux atouts dans la région.

En plus des matières premières et du rôle militaire que joue le Niger, on peut aussi rajouter son rôle

au carrefour des migrations africaines. Avec ses 1267000 km² de superficie, dont 80 % est formée par le Sahel et le Sahara, ce pays a toujours été un lieu d'échanges commerciaux et de mobilités humaines. Avec la crise de l'accueil des réfugié-es en Europe, l'Union européenne cherche à contrôler davantage les migrations, notamment en extériorisant ses frontières au Niger et en forçant les autorités nigériennes à criminaliser les communautés dont l'activité consistait à héberger, nourrir ou guider les migrant-es.

Enfin, le Niger, comme tous les autres pays de l'ancien empire colonial français, joue un rôle particulier pour la France au sein des instances internationales comme l'ONU, pour des votes communs. À cela, il faut rajouter la guerre informationnelle que se livrent la France et la Russie (à travers la milice Wagner) pour l'influence et les contrats militaires à travers l'Afrique, de la République centrafricaine au Mali et au Burkina Faso.

Ces différents enjeux (ressources naturelles, projection de forces armées, contrôle des migrations inter-africaines et institutions internationales) n'épuisent pas l'ensemble des enjeux géopolitiques et économiques du Niger, mais nous pensons qu'ils permettent de comprendre les réactions des différents acteurs de la région et d'en préciser les développements possibles. Mais avant ça, il nous faut revenir sur le contexte global dans lequel ces événements se déroulent.

Les dernières années se sont particulièrement caractérisées par la pandémie de Covid-19 et le confinement, la guerre en Ukraine, le réchauffement climatique et l'accélération de phénomènes climatiques extrêmes, l'accession au pouvoir de dirigeants d'extrême-droite et la croissance de partis fascistes, les meurtres de masse par les politiques migratoires répressives, mais aussi l'explosion de mouvement sociaux et de révoltes populaires à travers tous les continents. Ces crises se superposent et réagissent en retour les unes sur les autres notamment dans le sens d'un renforcement des compétences autoritaires de l'État, d'une augmentation des taux d'exploitation à travers des réformes néolibérales, de la compétition inter-impérialiste et du danger fasciste. C'est la conséquence d'un monde capitaliste dont les lois internes, dont le fonctionnement normal, mène aux crises.

Le capitalisme est un mode de production qui se base sur une double division : d'une part une division entre une bourgeoisie propriétaire des moyens de production et prolétaires n'ayant que leur force de travail à vendre ; d'autre part une division entre unités de production c'est-à-dire entre propriétaires des moyens de production eux-mêmes. C'est cette seconde division, la concurrence entre capitalistes individuels, qui mène à la nécessité pour eux de toujours augmenter la productivité des moyens de production pour gagner (ou pour ne pas perdre) des parts de marché sur leurs concurrents. Ce phénomène³ se caractérise par une part toujours plus grande de travail mort au détriment du travail vivant dans la composition organique du capital. Concrètement, cela correspond à une baisse des taux de rendement sur investissement, qui est la principale raison d'investir pour un capitaliste. Marx la nomme baisse tendancielle du taux de profit. L'expression concrète que prend cette tendance à la baisse du taux de profit dans ses rapports avec la nature, la lutte des classes et toute la superstructure⁴ idéologique, c'est ce qu'on a pris l'habitude d'appeler à A2C la trajectoire du capital. Et cette trajectoire nous plonge toujours

plus rapidement dans l'alternative entre les crises à répétition, la guerre et le fascisme d'un côté, et la fin de l'exploitation de l'homme et de la nature, la révolution et le communisme de l'autre.

Vers une intervention militaire ?

Ce monde est de plus en plus multipolaire et des puissances émergentes menacent l'hégémonie économique, financière et militaire des États-Unis en particulier et de l'Otan qui était la norme depuis la fin de la guerre froide. Au niveau économique, l'inflation continue, notamment pour la nourriture et l'énergie, la croissance des échanges commerciaux est en baisse et une récession globale du secteur industriel est annoncée. Ces tendances touchent l'ensemble des économies majeures du monde (G7). Les salaires réels diminuent : 2 % aux US en 2022, 8 % dans la zone euro depuis la crise de 2020.

Les États-Unis restent néanmoins la puissance dominante. À titre d'exemple, leur budget militaire en 2022 était plus élevé que celui de l'ensemble des neuf autres pays qui dépensent le plus. Le principal antagonisme de la compétition inter-impérialiste se joue aujourd'hui entre les États-Unis et la Chine⁵. Pour autant, leurs économies restent largement connectées malgré les embargos respectifs que les deux pays se livrent (notamment sur les microprocesseurs qui sont un élément clé du développement de l'électronique civile comme militaire) et un conflit ouvert ou une guerre par proxy entre la France et la Russie au Niger semble peu probable.

Bien que la Cédéao ait formellement validé l'idée d'une intervention militaire au Niger pour rétablir le président Bazoum, l'idée d'une guerre ouverte dans la région est rejetée par la plupart des acteurs locaux et globaux. Parmi les membres de la Cédéao, c'est le Sénégal et la Côte d'Ivoire, deux régimes particulièrement inféodés à la France, ainsi que le Nigéria qui sont les principaux agitateurs pour une intervention militaire et les seuls à avoir confirmé pouvoir envoyer des troupes. A contrario, le Burkina Faso, le Mali, la Guinée et le Tchad sont opposés à toute intervention militaire et sont même prêts à s'allier à la junte au pouvoir. Le Burkina Faso et le Mali ont même annoncé soutenir le Niger en cas d'intervention militaire. On a vu pourquoi la France avait un intérêt particulier au rétablissement d'un régime qui lui est favorable. On comprend aussi pourquoi les chefs d'État de la Cédéao s'inquiètent de l'épidémie de putsch qui voit leur cartel de chefs d'État se réduire d'année en année : ils pourraient aussi être les prochains.

Mais les intérêts impérialistes dominants dans la région, étant donné l'état du rapport de forces inter-impérialiste, consistent surtout au maintien de la puissance d'intervention militaire étatsunienne, de l'accès aux ressources, de la construction du pipeline d'Agadez et d'une relative stabilité dans la région pour que les entreprises qui y opèrent ne soient pas menacées. Le rétablissement de Mohamed Bazoum par une intervention militaire serait très risqué et impopulaire dans toute la région.

De son côté, la junte, sous-couvert d'anti-impérialisme, fera peser autant qu'elle le pourra le poids économique et humain des conséquences de son putsch et des sanctions économiques sur la jeunesse et les travailleur-euses nigérien-nes. Comme le disent des camarades révolutionnaires



nigérien-es de la Socialist Workers League dans leur communiqué sur la situation : « *Les putschistes, tout comme le gouvernement déchu, sont des membres représentatifs de la classe dirigeante des exploiters et des oppresseurs au Niger. Le véritable pouvoir d'assurer le progrès social et la démocratie radicale d'en bas est principalement entre les mains de la classe ouvrière du Niger. Il est trop tôt pour déterminer comment la situation actuelle au Niger va se dérouler. Mais il est crucial que ce processus soit mené par le peuple nigérien, et non par des puissances étrangères comme la France ou la Russie [...] Le chemin vers cela passe par l'organisation et la lutte des travailleurs et des jeunes du Niger pour la démocratie révolutionnaire et le socialisme d'en bas et non par une politique putschiste ou une ingérence impérialiste.* »⁶

Ce que cela signifie pour nous en France

Il faut se battre évidemment pour la fin de la Françafrique et le départ de l'armée française du Niger. Il faut se battre contre l'intervention militaire au Niger et contre toutes formes de sanctions. Comme le font très justement les camarades nigérien-es, il faut aussi appuyer toute forme d'organisation par en bas au Niger pour un combat pour la démocratie !

Mais si on analyse ce qui se passe au Niger dans le cadre du conflit inter-impérialiste, cela doit aussi passer par un combat contre l'envoi d'armes en Ukraine, contre la guerre et pour la solidarité internationale !

Il faut se battre résolument contre toute forme de racisme en France qui, en plus de l'oppression quotidienne des racisé-es et des migrant-es, sert de ferment idéologique à l'interventionnisme français !

Le combat pour la régularisation de toutes et tous et contre la loi Darmanin est un combat pour la solidarité internationale, car c'est un combat concret pour les droits de toutes et tous, des travailleur-euses étranger-es.

GABRIEL CARDOEN

1 – La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest est une union économique, monétaire et militaire de 15 membres permettant une liberté de circulation communautaire. Au départ pensée comme

Les putschistes, tout comme le gouvernement déchu, sont des membres représentatifs de la classe dirigeante des exploiters et des oppresseurs au Niger

organisation de coopération économique uniquement, ses prérogatives ont rapidement inclus la sécurité de la région et la médiation des crises.

2 – <https://ecowas.int/final-communique-fifty-first-extraordinary-summit-of-the-ecowas-authority-of-heads-of-state-and-government-on-the-political-situation-in-niger/>

3 – Sur ces notions d'économie marxiste, relire l'article « De quoi la crise est-elle le nom ? » publié en 2017 sur le site d'A2C, <https://www.autonomiedeclasse.org/economie-politique/de-quoi-la-crise-est-elle-le-nom/>

4 – Relire l'article de Chris Harman « Base et superstructure » traduit sur le site d'A2C, <https://www.autonomiedeclasse.org/theorie/base-et-superstructure/>

5 – À ce sujet lire l'excellente synthèse de Nicolas Verdon, « États-Unis/Chine : vers un nouveau partage du monde », <https://www.autonomiedeclasse.org/international/etats-unis-chine-vers-un-nouveau-partage-du-monde/>

6 – À lire sur le site de la Socialist Workers League, https://socialistworkersleague.org/2023/08/12/declaration-de-swl-sur-le-coup-detat-au-niger-et-la-reaction-de-la-cedeao/?fbclid=IwAR1C_JB46C8pT_uFIVNTWsnWyBRkdfFcVGURSPalkwpXS-vXynpiF3QYp1X8

Pour aller plus loin

– *Histoire des révoltes panafricaines*, de CLR James, aux éditions Amsterdam.

– *Figures de la révolution africaine*, de Saïd Bouamama, aux éditions La découverte.

– *L'Empire qui ne veut pas mourir, une histoire de la Françafrique*, coordonné par Thomas Borrel, Amzat Boukari-Yabara, Benoît Collombet et Thomas Deltombe, aux éditions du Seuil.

– Le site <https://survie.org/> et l'ensemble des travaux de cette association.

– « Tony Cliff: Deflected permanent revolution in Africa », Leo Zeilig, *International Socialism*, avril 2020, un article sur la théorie trotskiste de la théorie de la révolution permanente appliquée à l'Afrique, <http://isj.org.uk/tony-cliff-deflected-permanent-revolution-in-africa/>

– « Aperçu sur l'actuelle classe dominante en Afrique », Jean Nanga, *Contretemps*, février 2018, un article sur les classes sociales en Afrique, <https://www.contretemps.eu/classe-dominante-afrique/>

ON INSISTE : LA LIBERTÉ MAINTENANT !¹ – PARTIE 1

À partir de «Free Jazz/Black Power» de Philippe Carles et Jean-Louis Comolli

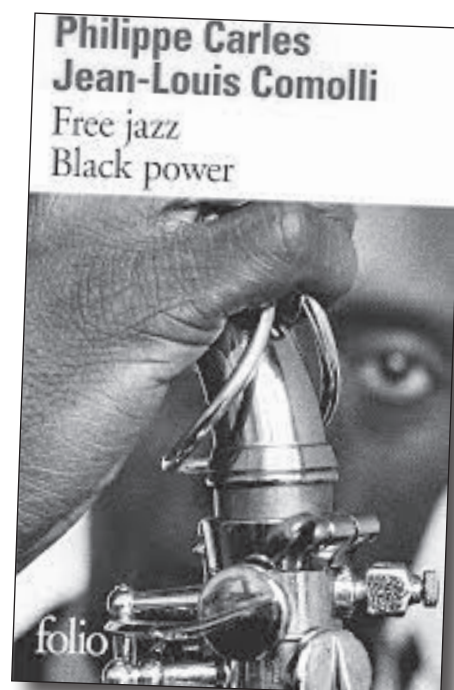
Publié pour la première fois en 1971 (et réédité depuis en 1979 et en 2000 avec à chaque fois l'ajout d'une préface des auteurs), *Free Jazz/Black Power* de Philippe Carles et Jean-Louis Comolli² est un texte particulièrement dense, dont les phrases à rallonge, entrecoupées de parenthèses, virgules, notes de bas de pages, etc., pour cerner au plus près leur objet, semblent s'amuser à recréer la polyrythmie du sujet (apparent) du livre, les musiques africaines en Amériques. Aussi âpre à lire que le Free Jazz peut l'être à écouter, il n'en est pas moins indispensable pour quiconque s'intéresse à l'histoire des Africain-es Américain-es ou souhaite réfléchir à la place de la musique, et plus globalement de l'art, dans la société et de son (r)apport à la lutte révolutionnaire.

Unité Noire³ et Conscience Universelle⁴

Le livre s'inscrit dans la lignée des travaux de LeRoi Jones, et en particulier son livre de 1963, *Le peuple du blues*⁵, qui, le premier, entreprend de relire l'histoire du jazz à partir de son point d'aboutissement à l'époque, le free jazz. Ce faisant, il lie cette histoire à celles des luttes des Africain-es Américain-es et met ainsi en lumière le moteur des évolutions du jazz, la lutte entre la récupération et les influences européennes/blanches et l'identité et les influences africaines/noires de cette musique créée par et pour les esclaves.

Nos frenchies entendent se démarquer de Jones sur un point, mais au combien crucial, la question de classe. Ainsi précisent-ils dès l'introduction, « *cette contradiction entre valeurs blanches et valeurs noires à l'œuvre dans les colonisations et les résistances à ces colonisations du jazz n'est que l'un des moments de la contradiction principale entre colons et colonisé-es, exploités et exploités-es : le capitalisme et ses proies.* » (p.39).

À cette époque où Alger était « *la capitale de la Révolution* »⁶, l'anticolonialisme est un marqueur des politiques révolutionnaires. Ainsi, les militant-es révolutionnaires africain-es américain-es qualifient la situation de leur peuple comme relevant



L'anticolonialisme est un marqueur des politiques révolutionnaires

du colonialisme (sur exploitation économique, racisme, enfermement dans des ghettos...). Dans une période d'important développement des luttes noires aux USA qui se cristallisent, notent les auteurs, dans le Black Panther Party, toute politique réellement de classe est nécessairement anticoloniale. Et un anticolonialisme conséquent doit prendre en compte la lutte des classes au risque, sinon, de laisser se perpétuer les mécanismes de domination, comme le prouve, hélas, le destin des pays nouvellement indépendants et le développement du néocolonialisme.

Lutter contre la colonisation du jazz par l'esthétique et l'idéologie occidentale implique donc de lutter contre leur relai dans le prolétariat noir, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie noire et leur idéologie assimilationniste. « *Il est remarquable que l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés aujourd'hui les militant-es politiques noir-es américain-es soit celui de l'idéologie dominante dans les élites et une partie des masses noires ; qu'ils doivent lutter contre le sentiment de résignation (acceptation de leur "infériorité") et les illusions de progrès (les choses s'arrangeront quand...) que cette idéologie, celle du capitalisme américain, inculque à ces masses. Et il est non moins remarquable que le free jazz soit apparu*





L'appropriation est loin de se limiter à être culturelle

comme réaction à la récupération, par la même idéologie, de la musique noire » (p. 43).

Entre les tenants d'un nationalisme culturel (cultural nationalism) dont certain-es se proposent « d'offrir à l'Amérique sa dernière chance de régler raisonnablement ses problèmes raciaux sans s'engager dans une longue lutte de guérilla »⁷ et les révolutionnaires du Black Panther Party, ou Archie Shepp qui déclare : « *notre vengeance sera noire, comme la souffrance est noire, comme Fidel est noir, comme Ho Chi Minh est noir* » (cité page 55), les auteurs ont choisi.

Ils sont clairement du côté de Rap Brown, ministre de la Justice du BPP, dont ils citent des propos d'une brûlante actualité : « *Je prétends que les Noir-es qui ont incendié Watts et Détroit n'ont pas besoin de lire. Ces pauvres gens ont plus vécu que les intellectuels n'ont lu. Ainsi ont-ils un caractère politique à cause de ce que leur a appris l'existence. C'est l'oppression qui fait de ces pauvres gens des politiques.[...]. "L'homme" à crée un nouveau genre de Tom, le bourgeois noir. Ceux-là sont prêts à faire n'importe quoi pourvu qu'ils puissent être noirs avant tout. Des capitalistes noirs, des impérialistes noirs, n'importe quoi pourvu que ce soit noir avant tout.* » (p.61)

La France, interdit de séjour le trompettiste Clifford Thornton, coupable d'avoir pris la trompette et la parole lors d'un spectacle de soutien au BPP à Paris en 1970, quelques mois après avoir participé au festival panafricain d'Alger. Les

Panthers exilé-es en Algérie, quant à elleux, quitteront le pays s'estimant sacrifié-es sur l'autel de la raison du nouvel État indépendant en recherche de respectabilité internationale.

Cette musique est la nôtre !⁸

Philippe Carles et Jean-Louis Comolli vont donc s'atteler dans un premier temps à étudier les différentes formes de colonisation que subit le jazz. Car l'appropriation est loin de se limiter à être culturelle. Elle est économique : la bourgeoisie blanche contrôlant l'industrie musicale, c'est elle qui s'enrichit sur l'invention de ses ancien-es esclaves. Cela se traduit aussi par la priorité donnée aux musicien-es blanc-hes pour les enregistrements et les concerts (donc l'accès à des revenus). « *Les musicien-es de couleur, dit Lucky Thompson en 1956, se rendent parfaitement compte que, depuis le début du jazz, leur musique a été exploitée de telle sorte qu'ils en retirent le minimum de profit et qu'on leur en retire même le privilège d'en avoir été les créateurs* » (p.77).

Cette appropriation économique aura des conséquences sur les formes du jazz : « *Voler aux Noir-es leur musique revient à voler les Noir-es à leur musique, à les en refouler* » (p.79). En effet, l'industrialisation et la commercialisation du jazz vont avoir comme conséquence le refoulement

L'industrialisation et la commercialisation du jazz vont avoir comme conséquence le refoulement des éléments africains



*les amateur.es blanc.hes de musique
ont toujours été enclins à distribuer des
brevets d'authenticité aux formes établies
des musiques noires*

des éléments africains les plus saillants de cette musique.

C'est alors que rentre en jeu la critique du jazz, c'est-à-dire le discours blanc sur les musiques noires. Elle va raboter le jazz pour le faire rentrer dans la catégorie occidentale « d'art » (catégorie supposée détachée des autres aspects de la vie sociale), c'est-à-dire le couper de ses déterminations sociales et politiques. Pour ensuite s'attacher à édicter les critères de ce qu'est le « vrai » jazz. En effet, depuis l'effroi créé chez les tenants de la tradition swing par Charlie Parker et son be bop, jusqu'à ceux qui considèrent que le « vrais hip hop » est mort avec 2Pac et Biggie ou qui opposent reggae roots et dancehall⁹, les amateur.es blanc.hes de musique ont toujours été enclins à distribuer des brevets d'authenticité aux formes établies des musiques noires pour mieux dénigrer leurs formes les plus novatrices et/ou populaires.

Analysant le premier roman de LF Céline, le vieux révolutionnaire Léon Trotsky écrit : « Non seulement s'usent les partis au pouvoir, mais également les écoles artistiques. Les procédés de la création s'épuisent et cessent de heurter les sentiments de l'homme : c'est le signe le plus certain que l'école est mûre pour le cimetière des possibilités taries, c'est-à-dire pour l'Académie. La création vivante ne peut aller de l'avant sans se détourner de la tradition officielle, des idées et sentiments canonisés, des images et tournures enduits de la laque de l'habitude. »¹⁰

Le bop étant prêt pour l'Académie, adulé par la même critique blanche qui l'avait dénigré, le free jazz allait pouvoir entrer en scène dans un contexte de montée des luttes africaines américaines. Noir

et révolutionnaire, comme il se doit ! — On en parle au prochain numéro !

THOMAS. BOBIGNY

- 1 – *We insist!* (Max Roach's Freedom now suit) – Album de Max Roach (1960).
- 2 – Philippe Carles et Jean-Louis Comolli, *Free Jazz Black Power*, Collection Folio. La version actuellement disponible en librairie est identique à celle de 2000 (à l'exception de la couverture) et comprend donc les 2 préfaces et une discographie.
- 3 – *Black Unity* – Album de Pharoah Sander (1972).
- 4 – *Universal Consciousness* – Album d'Alice Coltrane (1971).
- 5 – LeRoi Jones, *Le peuple du blues*, Collection Folio.
- 6 – Voir la recension du livre de Elaine Mokhefti, *Alger capitale de la Révolution*, publiée dans le bulletin et sur le site d'A2C : <https://www.autonomiedeclasser.org/petite-bibliotheque-a2c/dalger-a-detroit-et-de-fanon-a-bobby-seale/>
- 7 – Voir *Le Black Power* de Stokely Carmichael et Charles V Hamilton, publié en France par Payot en avril 1968.
- 8 – *This is our music* – Album de Ornette Colman (1961)
- 9 – Voir « Une histoire politique du Sound System » publié dans les 3 premiers numéros des *Cahiers d'A2C* et sur le site : <https://www.autonomiedeclasser.org/culture-populaire/une-histoire-politique-des-sound-systems/>
- 10 – Léon Trotsky, *Céline et Poincaré*, mai 1933 : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/litterature/lt19330510.htm>



DISQUES

Comment rester propre ?, La Rumeur, 2023

La Rumeur, groupe phare des années 2000, ayant gagné les procès intentés par le ministre de l'Intérieur de l'époque, un certain Nicolas Sarkozy, balance 10 titres (plus un remix et un bonus track sur les plateformes) dans leur très bon cinquième album, *Comment rester propre ?* (2023). Des textes sombres sur une musique poisseuse, saturée, nébuleuse. Les darons du rap hexagonal ne font pas semblant d'avoir 20 piges mais garde du cœur à l'outrage pour nous pondre un album d'une noirceur lumineuse.

Hoba, Lasty, 2023

Lui aussi ne fait pas semblant d'avoir 20 piges, il les a vraiment. Le jeune rappeur Lasty balance en direct de l'île de la Réunion un solide premier EP (disponible entre autre sur Spotify et youtube) intitulé *Hoba*. Un flow qui colle parfaitement aux prods bien ficelées, des textes désenchantés à souhait... Bref 6 titres synthétiques et cohérents, bien dans l'air du temps. Un début prometteur, en espérant pouvoir le voir bientôt sur les scènes hexagonales (et peut-être en interview dans un prochain numéro de votre revue préférée!)

Back to my Roots, Nagaï et Dub my Roots, Roberto Sanchez, (Kaboum Music) 2023

Une bien belle réussite pour la première sortie du label Kaboum Music, monté par le producteur Baptiste Dédjah, toujours sur l'île de la Réunion. La belle voix de la chanteuse Nagaï, connue sur l'île pour, entre autres, avoir fait les chœurs pour des groupes de Maloya ou de Reggae (Saodaj', Roots Messengers, Bigtree...), pose son « *Back to my Roots* » sur un superbe riddim reggae bien roots. Le sorcier du son Roberto Sanchez, le Lee Perry espagnol, mixe 3 versions Dub, dont une qui met en avant les percussions Kette. On attend la suite des productions de ce label qui affiche la volonté de mettre en avant le reggae féminin de l'île avec une impatience non feinte!

Weh dem a go do (Sky Things) et Chant Them Down (Salomon Heritage), Peter Youthman, 2023

DeeJay ayant fait ses armes sur les sound systems de Paname (me reviennent en tête les souvenirs d'une

époque où l'on entendait sur des sonos comme Roots Fe Disco ou Fondation HiFi au bar « l'Époque » à Stalingrad au milieu des années 2000!), Peter Youthman sort coup sur coup 2 singles des plus intéressants! Dans un style de plus en plus chantant, qui se rapproche du Watterhouse stylé jamais popularisé dans les années 1980, au détriment du toast de ses débuts, le jeune artiste pose des textes combatifs en patwah yardie (*Chant Dem down, Weh dem a go do*) sur des riddims digi-roots de 2 labels français: Salomon Heritage (liée au Sound montpelliérain du même nom) et Sky Ting (dont c'est la deuxième sortie après un très bon single de Beniam Willing, *No one can fool I&I*, sorti l'année dernière).

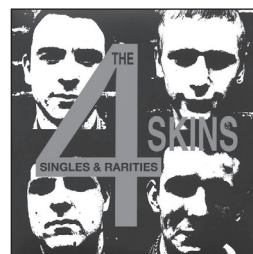
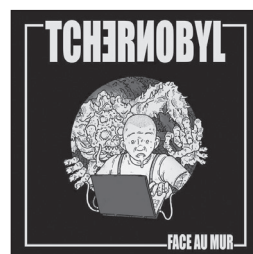
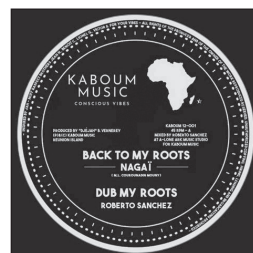
Face au Mur, Tchernobyl / Purgatoire, Fracture / Claimed Choice, (UVP) 2023

Toujours du côté de Paris, mais on a troqué la ganjah contre le speed et les 8.6: Tchernobyl et Fracture balance chacun un single 3 titres chez UVP. Oi! bien rentre dedans pour les premières avec *Face au mur*. Des textes et de la musique taillés pour les neuskis dont un titre contre le paternalisme dans le milieu; plutôt bien senti! Punk bien vénér au chant féminin pour le *Purgatoire* des 3 de Fracture. Des textes qui parlent de « *d'angoisse nocturnes* », de « *leur faire payer la fin de l'impunité* » ou des « *imposteurs, victimes de leurs contradictions qui passent leur temps à se justifier* » pour un EP bien réussi. Le label nantais balance aussi 2 titres des Lyonnais de Claimed Choice sur un 45 tours éponyme au design minimaliste qui donne le ton: de la bonne grosse Oi! qui tabasse!

Singles & Rarities, The 4 Skins, Dirty Punk Records, 2023

Sinon, les sales punks de Dirty Punk Records, après une première compilation consacrée aux *Punk Singles* des mythiques The Exploited, sortent un deuxième volume de cette série, cette fois-ci consacré au *Singles & Rarities* des légendaires 4 Skins. On y entend ce qui doit être la première mise en musique du fameux « ACAB » datant de 1980, il y a plus de 40 ans. On y retrouve aussi le jouissif « *Chaos* » ou le terrible « *One law for Them* ». Un concentré de Rock'n'Roll de classe!

THOMAS BOBIGNY





AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie

importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

NOUVELLE BROCHURE IMPÉRIALISME : LA TRAJECTOIRE DU CAPITAL

VERS LA GUERRE, VERS LE FASCISME...

Nouvelle brochure qui rassemble plusieurs articles. Pour vous la procurer, contactez les militant-es A2C des divers groupes locaux (en région parisienne, à Rennes, Marseille, Strasbourg, Toulouse, Nantes, Brest) ou contactez-nous sur A2C@riseup.net. Nous publions ci-dessous l'introduction de la brochure ainsi que son sommaire.



*« Je suis pas français comme un soldat
de l'armée
La Marseillaise, je sais toujours pas
la chanter
J'aime pas les drapeaux, les képis,
les calots
Les batailles de bateaux, les rafales
de Dassault »
Médine – Allons zenfants*

Course à l'armement et militarisation des États, progression de l'autoritarisme et des États policiers au cœur même des « démocraties libérales », politique des frontières et protectionnisme économique, montée du racisme et du nationalisme, danger du fascisme... Y-a-t-il une rationalité dans cette dérive monstrueuse du monde, dans ce qui apparaît comme totalement irrationnel d'un simple point de vue « humaniste » dans un monde qui n'a jamais été aussi riche en ressources et en connaissances ?

Chercher et dévoiler cette rationalité est l'opposé exact d'une légitimation. Le contraire d'un compromis avec l'évolution d'un monde vers la guerre et le fascisme. L'inverse d'un fatalisme qui consacre notre impuissance.

Car s'il n'y a pas de rationalité, il n'y a pas de combat possible. Car alors il n'y a pas de stratégie pour lutter. D'où la profusion des théories irrationnelles et complotistes, de la progression des thèses de la « guerre des civilisations » ou « du grand remplacement » : elles construisent des ennemis à combattre et légitiment opportunément la dérive pour mieux l'amplifier.

Nous disons que cette rationalité est celle du Capital. Elle porte un nom, un autre nom du capitalisme qui permet de mieux comprendre sa logique actuelle : l'impérialisme.

L'impérialisme est ce stade où la concurrence entre capitaux sur le marché mondial prend de plus en plus la forme de conflits géopolitiques et militaires entre États et blocs d'États. D'où le renforcement de gouvernements plus autoritaires et militarisés, l'importance du nationalisme et de la question des frontières. L'impérialisme est un temps où dans les rapports internationaux comme dans la « gestion des populations » il n'y a progressivement plus de politique que bestiale, celle de la force. C'est cela le système des frontières.

Comprendre cette « trajectoire du Capital », qui entraîne toute la société et la planète entière, permet d'éclairer les enjeux de toutes les questions posées en dehors du contexte global. Cette trajectoire montre aussi comment toute riposte, toute lutte, prend un sens dans une lutte contre le capitalisme lui-même.

Voilà pourquoi le renforcement de l'OTAN et du militarisme, légitimés actuellement par la guerre en Ukraine, doivent être combattus au même titre que l'agression russe. Voilà pourquoi la lutte contre les frontières, contre le racisme et le nationalisme, la solidarité avec les sans-papiers et migrant-es, sont un enjeu pour toute la société, incontournable pour construire une conscience de classe.

Les textes qui suivent ont été rédigés pour différents numéros des Cahiers de l'Autonomie de classe. Ils ne sont ni le premier ni le dernier mot d'une élaboration sur cette question. Mais ils permettent de clarifier les conditions de la lutte. D'ouvrir un chemin vers un autre futur.

Un dernier mot sur une question qui n'est pas abordée dans cette brochure mais qui en démontre toute l'importance. Impérialisme et fascisme sont historiquement liés. Cependant ces textes montrent que ce n'est pas le fascisme qui entraîne la société vers la guerre, le nationalisme, le racisme et des formes plus autoritaires et militarisées du pouvoir. C'est en réalité la trajectoire impérialiste du Capital qui crée les conditions propices pour le développement du fascisme.

La distinction est cruciale. Car cela détermine aussi la stratégie nécessaire pour combattre le danger du fascisme, l'articulation concrète, sur le terrain de la lutte, entre antifascisme et anticapitalisme. En défendant d'une part la nécessité de combattre, marginaliser et détruire les forces et organisations fascistes susceptible d'utiliser ces conditions pour imposer le fascisme. Et en comprenant, d'autre part, qu'il n'y aura pas de lutte conséquente contre le développement d'un mouvement fasciste si celle-ci ne s'accompagne pas de luttes contre l'impérialisme dans toutes ses dimensions, sociale et politique, nationaliste et raciste, policière et militaire.

SOMMAIRE

VERS LA GUERRE, VERS LE FASCISME...
IMPÉRIALISME : LA TRAJECTOIRE DU CAPITAL
PAR DENIS GODARD PAGE 3

SE PRÉPARER AUX GUERRES QUI (RE)VIENNENT
PAR JAD BOUHAROUN PAGE 5

ÉTATS-UNIS / CHINE : VERS UN NOUVEAU PARTAGE
DU MONDE ?
PAR NICOLAS VERDON PAGE 13

LE CAPITALISME PEUT-IL SE PASSER DES
FRONTIÈRES ?
PAR ROSS HAROLD PAGE 18

LE CAPITALISME EN FRANCE ET LA PLACE
PARTICULIÈRE DU MILITAIRE
PAR MATHIEU PASTOR PAGE 25

À LIRE, POUR ALLER PLUS LOIN PAGE 33

QUI SOMMES-NOUS ? PAGE 34

09

SEPTEMBRE 2023

**DANS UN CONTEXTE
POLITIQUE ET SOCIAL
ÉRUPTIF, UNE RENTRÉE DES
LUTTES SANS CONCESSION !**

CHARLOTTE PAVEZ, ROMAINVILLE

**POUR UNE ÉCOLOGIE MATÉRIALISTE :
LES EFFONDEMENTS ET LA CLASSE
PARTIE 1 ATTEINDRE NOS
LIMITES ÉCOSYSTÉMIQUES**

DAVID LORANT, RENNES

**CHILE 1973 : SALVADOR
ALLENDE ET LES IMPASSES DU
RÉFORMISME**

DANI LIMA, TOULOUSE

SEPTEMBRE NOIR

SANA, PARIS 18^e

**À QUOI RESSEMBLERAIT UN
«POUVOIR OUVRIER» ?**

ROSS HARROLD, PARIS 20^e

**L'AUTONOMIE DE CLASSE :
ALLER DE L'AVANT EST UNE
ÉLÉVATION !**

SOLEN FERRANDON-BESCOND, RENNES

**RÉCIT D'UNE GRÈVE CONTRE
L'ISLAMOPHOBIE, LE RACISME
ET LE SEXISME DANS
L'ÉDUCATION, MARSEILLE, 2023**

ANOUK, MARSEILLE

**50 ANS APRÈS LE 21 JUIN 1973 ANTIFASCISTE
CONSTRUIRE UN FRONT
UNITAIRE LE PLUS LARGE ET
DÉTERMINÉ !**

MARC SLYPER

**AU NIGER COMME AILLEURS,
UN SEUL HÉROS, LE PEUPLE !**

GABRIEL CARDOEN

**ON INSISTE : LA LIBERTÉ
MAINTENANT ! – PARTIE 1
À PARTIR DE «FREE JAZZ/BLACK POWER» DE
PHILIPPE CARLES ET JEAN-LOUIS COMOLLI**

THOMAS, BOBIGNY

CHRONIQUES DE DISQUES

THOMAS, BOBIGNY

**AUTONOMIE DE CLASSE
- QUI SOMMES-NOUS ?**

A2C

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE